

AIACE VOX

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

JUIN 2023 • n°125



**En 2024,
l'union fera la force**

Page 6

**JO de Paris et
symboles européens**

Page 10

**Europa in Musica 4
Maurice RAVEL**

Page 23





Hopefully, this issue of AIACE-VOX will be with you to celebrate the coming of summer. And, also hopefully, once finished the long delay of last one, we are recovering VOX scheduling.

The **articles** section is, as usual, highly diverse. The benefits of the bar Omega; the history of Südtirol; and a new chapter of the history of Europe in music are followed by three articles which address a core subject of this issue: age and digital divide impact on human rights.

Before taking leave, I would like to introduce an issue we need to think about. The Commission is well set on its digital transformation path. One of its key components is called “Paperless”. This might have a serious impact on AIACE-VOX. We know that many of us read a lot on digital devices, but we also know that print has qualities that digital hasn’t, in particular for older people. We would like to hear your views on this.

1 <https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/>

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction

Panos Carvounis

Jean-Guy Giraud

Egon Heinrich

Elisabeth Helander

Didier Hespel

Anne-Marie Lits

Belinda Pyke

Éditeur responsable

Dominique Deshayes

Rédacteur en Chef

Maruja Gutiérrez,

marujagutierrezdiaz@gmail.com

Avec la collaboration du Secrétaire
général Didier Hespel

didier.hespel@telenet.be

Design, impression et distribution: OIB

Association Internationale des Anciens
de l'Union européenne

VM18-3/13

(Rue Van Maerlant 18, 1000 Bruxelles)

Tel: 02-295.29.60

Email: aiace-int@ec.europa.eu

Numéro d'entreprise 0408999411

Internet: <http://www.aiace-europa.eu>

Tirage du "VOX": 25.830 exemplaires

Photo couverture : © Adobe Stock

Sommaire

Dear readers 2

Le mot de la Présidente 4

European Union

En 2024, l'union fera la force 6

JO de Paris et symboles européens 10

Additional text to "Origins of Erasmus", VOX 124 13

European solidarity with Ukraine
and Austria's neutrality 14**Articles**

Est-ce que vous connaissez le bar Omega 20

Connaissez-vous le Tyrol du Sud? 21

Europa in Musica 4 Maurice RAVEL 23

The Grey Digital Divide 31

Services publics : des difficultés d'accès
récurrentes selon la Défenseure des droits 36

UN Meeting on the human rights of older persons 38

AIACE international

L'Assemblée générale de l'AIACE internationale 40

The General Assembly of AIACE International 41

The EU Staff Fund for a Fair
and Sustainable Future 42

EU Login Ajout numéro téléphone 44

EU Login Add telephone number 45

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, ayez
l'obligeance de remplir le formulaire sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de
le renvoyer à l'adresse figurant au bas du formulaire.

Vie de l'aiace

Balades nantaises 46

Séminaire de formation des bénévoles 48

Nantes 31 mars/1er avril 2023 48

Finally getting together again 51

Stammtisch Nord 53

PORTUGUÊS E JAPONÊS – MITO E REALIDADE 55

We have read / Nous avons lu

Je décide de bien vieillir 59

In memoriam, Pedro Solbes Mira 60

Ils nous ont quittés 61

Demande d'adhésion 62

Membership application 62

If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form
on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address at the
bottom of the form.

"Chaque vie a la même valeur. Nos droits ne s'amenuisent pas avec l'âge"



**Dominique
Deshayes**

date de
publication
09/05/2023

a déclaré Michelle Bachelet, ex Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme de 2018 à 2022 à propos des personnes âgées et des droits de l'homme.

«Le vieillissement de la population est un phénomène mondial qui a de profonds effets sur les droits de l'homme de l'ensemble de la population. On estime que d'ici 2050 le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus aura doublé et atteindra 1,5 milliard de personnes... Si l'augmentation de l'espérance de vie témoigne des progrès réalisés dans le développement humain et la santé ces dernières décennies, cette évolution démographique rapide a également mis en évidence le manque de mécanismes de protection adéquats et les lacunes existantes en matière de politiques et de programmes pour faire face à cette situation....La crise due à la pandémie de COVID-19 a aussi mis à nu, et souvent amplifié, les graves déficiences en matière de protection des droits de l'homme auxquelles les personnes

âgées sont confrontées depuis des années, comme la discrimination fondée sur l'âge, le manque de protection sociale et d'accès aux services de santé, le manque d'autonomie et de participation à la prise de décision, et le risque de violence, de négligence et d'abus.

En dépit de cette réalité, les personnes âgées restent invisibles dans le cadre juridique international actuel. À ce jour, il n'existe aucune norme internationale universellement applicable pouvant servir de référence pour élaborer une législation afin de protéger ces droits. Par conséquent, le cadre juridique international actuel reste fragmenté et incomplet, incapable de combler les lacunes spécifiques en matière de protection des personnes âgées dans l'exercice de leurs droits de l'homme...De



© Adobe Stock

nombreuses personnes âgées peuvent contribuer de manière significative à notre société. Dans un monde marqué par le vieillissement rapide de sa population, il est urgent de reconnaître les personnes âgées comme des titulaires de droits à part entière, afin de leur permettre de participer pleinement à la vie sociale, économique, culturelle et politique sur un pied d'égalité et sans discrimination. »

Tel est le message fort que je souhaitais partager avec vous.

Sachez que de mon côté, avec l'aide de notre Conseil d'Administration et de toutes les sections, je mets chaque jour tout en œuvre pour qu'au moins dans le cadre restreint de nos Administrations, nos droits de pensionnés soient

considérés, soient compris, soient respectés, soient pris en compte afin qu'aucune et qu'aucun d'entre nous ne reste sur le côté.

Il est essentiel de travailler dur la fracture numérique, sur les personnes les plus vulnérables, sur les personnes dont la santé décline, sur une communication dématérialisée, sur le droit à l'information écrite si nécessaire, sur la fin des tracasseries si pesantes, sur la reconnaissance de notre Régime d'assurance maladie que les systèmes nationaux ignorent, sur la simplification de l'accès aux applications informatiques

C'est pour cela aussi et surtout que l'AIACE existe.



En 2024, l'union fera la force



Jean-Guy
Giraud

Jamais—tout au long des soixante et dix années d'existence de la Communauté puis de l'Union—l'unité et la solidarité des peuples européens n'étaient apparues aussi précieuses et nécessaires qu'aujourd'hui.

Des crises qui imposent une réaction

Depuis 2018, ils ont dû affronter de façon simultanée plusieurs crises brutales, d'une gravité exceptionnelle et d'origines diverses, de caractère environnemental, sanitaire, économique, migratoire, sécuritaire ... Crises au surplus de nature durable ou récurrente dont l'origine et le développement ont revêtu un caractère global et mondial, dépassant largement le cadre et les capacités de résistance des nations européennes prises isolément. Dès lors, la résilience de ces nations—de tailles fort diverses—ne s'est avérée possible qu'à l'échelle quasi-continentale de l'UE. De fait, celle-ci s'est montrée étonnamment rapide, inventive et efficace pour parer au plus pressé, limiter les dommages et même pour tracer des pistes d'adaptation et de mutation pour l'avenir. Cette capacité de réaction rapide a surpris car elle n'était ni évidente ni garantie.

Un nécessaire renforcement de l'Union

Dans un contexte passé très différent, attachés à leur souveraineté nationale, les Etats membres—maîtres des Traités—n'avaient jusqu'ici pas perçu à quel point la transformation rapide de l'environnement mondial de l'Europe exigeait un aggiornamento et un renforcement de l'UE—notamment de son mode de gouvernance et de ses champs de compétence. Le Traité de Lisbonne—moins de quinze ans après son entrée en vigueur—est soudain apparu comme un cadre à la fois trop permissif et trop restrictif. Et c'est dans l'urgence que les Institutions et les Gouvernements ont dû recourir, ces quatre dernières années soit à des mécanismes exceptionnels ad hoc dérivés du Traité soit à des mesures extra-communautaires de type inter-gouvernemental : autant de solutions palliatives—certes efficaces—mais par nature limitées, instables



© Adobe Stock

et temporaires parce que non ancrées dans le système et le corpus juridique communautaires.

Un bilan préalable

Pour cette raison, une réflexion s'est amorcée dès 2022 sur les moyens de stabiliser, pérenniser, rationaliser, communautariser, les capacités de réaction de l'UE dans un monde nouveau. Un tel exercice n'est pas sans précédent. Au contraire, l'Union est accoutumée à mettre à jour périodiquement à la fois son système institutionnel et ses domaines d'action. Aujourd'hui, l'accélération de l'histoire lui impose d'aller plus vite et plus loin, de franchir une marche plus haute.

Pour cela, un recensement préalable et précis des réformes nécessaires s'impose. Non pas, comme trop souvent, des seules réformes « acceptables » a priori par l'ensemble des gouvernements (dont les positions sont susceptibles de varier au fil des élections)—mais de toutes celles qui paraissent objectivement indispensables, voire seulement utiles. Il faudra

sans douter opérer la distinction classique entre celles qui peuvent être effectuées à traité constant et celles qui nécessitent des révisions plus ou moins profondes des Traités.

Appliquer et renforcer les Traités

A traité constant, les gouvernements devraient officiellement s'engager à mettre en oeuvre pleinement et loyalement toutes les potentialités des Traités, en particulier dans les domaines concernés par les crises récentes. Si besoin est, des mesures incitatives ou même contraignantes—par exemple de nature budgétaire—devraient être prévues ou renforcées.

D'autre part, une **révision ciblée de certaines dispositions des Traités** permettrait à la fois de remédier à des blocages institutionnels, de démocratiser le processus de décision et d'élargir certains domaines de compétence communautaires à la lumière des expériences récentes. .

La Commission et le Parlement doivent s'engager

Sans un tel recensement, il ne sera pas possible d'ouvrir une négociation, d'apprécier la faisabilité des réformes ni même d'engager un débat. Ce bilan devrait être—au moins sur le plan technique—effectué d'abord par **la Commission** puis analysé et relayé sur le plan politique par le Parlement européen. Ce travail en binôme a bien fonctionné dans le passé, même si les gouvernements en ont souvent limité les ambitions.

En réalité, **le Parlement a pris les devants** au printemps 2022 en saisissant le Conseil d'une demande d'ouverture d'une procédure de révision en vertu de l'article 48 TUE. Et il adoptera à l'automne 2023 une proposition détaillée de renforcement des moyens d'action de l'UE tant dans le cadre actuel des Traités que par une révision de certaines de ses dispositions ⁽¹⁾. Le Conseil—puis le Conseil européen—en seront officiellement saisis avant la fin de l'année. La Commission sera appelée **à se joindre** à cette procédure en précisant et cautionnant ces réformes. Le débat public devra alors s'engager et **les Etats membres se positionner**—ce que certains ont d'ailleurs déjà entrepris de faire ⁽²⁾. Également soucieuses de dessiner les grandes lignes de « l'avenir de l'Union », ces deux Institutions laisseraient ainsi à leurs successeurs du prochain quinquennat (2024/2029) un précieux héritage.

Mai 2024 : un « referendum » sur le renforcement de l'Union

Ce débat sur la réforme de l'Union se situera dans le cadre de **la campagne pour les élections européennes de Mai 2024** dont le thème principal devrait être, en raison des circonstances, la résistance de l'Europe face aux crises et la défense de ses intérêts et de sa sécurité propres dans un contexte mondial en ébullition. Ces élections pourraient ainsi prendre la forme d'une sorte de **referendum sur le renforcement de l'Union** : « l'Union fait la force » pourrait en être le mot d'ordre.

Il est certes difficile de prévoir quelles seront les préoccupations majeures des citoyens au **printemps prochain**. Mais il est, hélas, probable que la situation sécuritaire internationale (évolution du/des conflits avec la Russie), le climat (sécheresse, hausse des températures), l'économie (inflation, croissance, crises financières), les courants migratoires (du Sud et de l'Est) en feront toujours partie. Dans un tel contexte, on peut imaginer que—par delà les considérations politico-idéologiques ou proprement nationales—**les citoyens des différents Etats membres se rejoignent sur l'essentiel** : sans un renforcement de leur unité et de leur solidarité, l'avenir des peuples européens s'annonce incertain ou même périlleux. Et c'est par leur vote qu'ils pourront déclencher et légitimer le processus de réforme.

(1) voir dans <https://www.lesamisdutraitedelisbonne>.

com les propositions avancées par les commissions parlementaires

- (2) Neuf Etats membres (dont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne) ont créé un « Groupe d'Amis » s'engageant sur certaines réformes comme le remplacement du vote unanime au Conseil par le vote majoritaire. Voir <https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/post/le-groupe-des-amis-du-vote-a-la-majorite-qualifiee>

Le vote à la majorité qualifiée

Parmi les principales réformes envisagées du processus décisionnel de l'UE figure celle de la quasi-généralisation du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil de Ministres - avec pour conséquence la limitation du droit de veto individuel potentiel des 27 Etats membres.

Souhaitée de longue date par le Parlement Européen, soutenue par la Commission - cette réforme est la principale revendication exprimée par la récente Convention sur l'Avenir de l'Union.

Elle a aussi reçu l'appui officiel d'un groupe de 9+ Etats membres (le « Groupe des Amis du Vote à la Majorité Qualifiée ») parmi lesquels figurent la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et les 3 Etats du Benelux. Leur déclaration concerne principalement, à ce stade, le secteur de la politique étrangère et de sécurité (<https://www.auswaertiges-amt.de/en/newsroom/news/-/2595304>).



JO de Paris et symboles européens



Jean-Guy
Giraud

date de
publication
27/02/23

La tenue des jeux olympiques de 2024 en Europe – et tout particulièrement à Paris – est une occasion unique de donner à l'Union européenne une visibilité médiatique internationale de grande ampleur.

A travers l'Union, ce sont toutes les valeurs universelles de paix, de démocratie, de tolérance, de développement durable, ... qui peuvent être mises en exergue. Valeurs qui sont aussi celles du mouvement olympique, du monde sportif ainsi que de la plupart des Etats représentés aux Jeux.

D'autre part, depuis l'adoption du Traité de Lisbonne, l'UE s'est officiellement engagée à promouvoir – dans le cadre de ses compétences partagées avec ses Etats membres – « l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux ». Elle

s'est aussi déterminée à favoriser « la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport » (article 165 TFUE) ⁽¹⁾.

C'est sans doute dans cet esprit qu'à dès son discours sur l'Europe du 26 Septembre 2017 – le Président Macron avait déjà évoqué la question de la présence de l'UE aux Jeux de 2024. Il avait alors déclaré ceci :

« Quelques semaines après les élections européennes, Paris accueillera les Jeux olympiques. Mais ce n'est pas Paris qui reçoit. C'est la France et avec elle, l'Europe qui feront vivre l'esprit olympique né sur ce continent. Ce sera un moment de rassemblement unique, une occasion magnifique de célébrer l'unité européenne. En 2024, l'Hymne à la joie retentira, et le drapeau européen pourra être fièrement arboré aux côtés de nos emblèmes nationaux »



Cet engagement vient d'être rappelé par un collectif d'organisations pro-européennes qui a engagé une initiative visant à le concrétiser. Ce collectif a lancé une pétition publique et demandé au Président ainsi qu'aux responsables gouvernementaux d'entamer les démarches nécessaires pour que les symboles européens apparaissent au cours des Jeux.

La réponse du cabinet du Président a été rapide et positive : « L'accueil des JO à Paris sera une occasion de célébrer l'unité européenne avec l'usage de symboles tels que l'Hymne à la joie ou le drapeau européen ».

De son côté, la Ministre des sports a déjà annoncé avoir obtenu du CIO « pour la première fois, de faire apparaître le drapeau européen de façon statique sur les sites olympiques » tout en prévoyant de poursuivre les réflexions sur d'autres modalités de « valorisation de l'identité européenne au travers des JO ». ⁽²⁾

L'affaire est donc lancée. Mais il reste à convaincre les instances olympiques et à préciser les modalités d'utilisation des symboles européens.

A cet égard, il est indispensable d'obtenir l'appui et la participation des Institutions européennes, les premières concernées par l'utilisation de ces symboles. Une initiative du Parlement européen—relayée par la Commission—serait particulièrement opportune ainsi que l'engagement personnel de leurs deux Présidentes.

Le CIO ainsi que les comités olympiques et les fédérations sportives nationales devraient être approchés et impliqués.

«Le diable étant dans le détail», il serait utile d'envisager d'ores et déjà comment/quand les symboles pourront apparaître.

La seule présence du drapeau européen perdu parmi la centaine de drapeaux nationaux ornant le(s) stade(s) olympique(s) ne semble pas satisfaisante. Les

cérémonies d'ouverture et de clôture devraient mettre en évidence l'hymne et le drapeau. Les maillots des athlètes des 27 Etats membres pourraient porter un double écusson, national et européen. Le pavoisement proprement parisien pourrait faire figurer conjointement les emblèmes français, olympique et européen. Le très bel hymne européen–familier à la plupart des pays participants–devrait retentir lors des principales manifestations. Etc ...

Il faut bien sûr s'attendre à des hésitations, voire des oppositions des différents responsables de l'organisation (très lourde ...) des jeux, du type : « C'est trop tard, tout est bouclé » ou bien « C'est trop politique et cela va créer des problèmes supplémentaires ». Toutefois, le poids combiné du pays organisateur (et de son Président en personne) et des Institutions européennes devrait permettre de surmonter ces réticences.

(1) voir : <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/143/sport>

(2) Sur cette campagne et ces contacts, voir <https://www.sauvonsleurope.eu/drapeau-europeen-aux-jo-premiere-victoire/>

NB Sur ce thème, voir aussi :

<https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/post/le-drapeau-europeen-aux-jo-de-paris> <https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/post/le-drapeau-europeen-aux-jo-de-paris-suite-1> <https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/post/le-drapeau-europeen-aux-jo-de-paris-suite-2>

Le drapeau et les symboles européens en France

En France, l'Assemblée Nationale vient de voter une loi rendant obligatoire le pavoisement des mairies avec le drapeau européen au côté du drapeau national–pratique déjà assez largement répandue en France ainsi que, sous des formes diverses, par d'autres états membres.

Cette décision pourrait amener le Gouvernement à signer la déclaration sur les symboles européens annexée au Traité de Lisbonne et déjà signée par 16 Etats membres

(1) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12012L%2FAFI%2FDCL%2F52>



© Adobe Stock



Origins of Erasmus Group
Sitting: Domenico Lenarduzzi
Standing, left to right:
Raymond Georis, Hywel Ceri Jones,
Alan Smith, Michel Richonnier

Hywel Jones

Additional text to “Origins of Erasmus”, VOX 124

The Commission broke new ground in its handling of the EU 's developing higher education programmes by delegating their day-to-day animation and underpinning under contract to a dedicated team of specialists, familiar with European higher education and capable of advising universities and senior academic staffs on opportunities for and conditions of partnership building and networking across national frontiers. From 1978, the Commission was supported in the operational management of the pre- Erasmus JSP Scheme by an external team working on the basis of a “technical assistance” contract with the European Cultural Foundation (ECF), based in Amsterdam. The team working on this scheme was later designated as the Erasmus Bureau, ably directed by Alan Smith. Created by the ECF, it was based at the European Institute of Education and Social Policy, in Paris and Brussels, and in 1976 published a first important study on undergraduate student mobility in Europe. The Secretary-General of ECF, Raymond Georis, who had previously directed the Foundation's Europe 2000 project, collaborated

closely with the Director of the Institute, Ladislav Cerych, to play the key role in facilitating these arrangements and in promoting inter-university cooperation and student mobility across Europe as an area for policy-related academic analysis.

The enthusiastic and committed cooperation of the European Cultural Foundation and its European Institute with the European Commission made possible the high quality underpinning of the Erasmus programme, paving the way for similar operational arrangements when the Commission also externalised responsibility for the successful day-to-day running of the EU Comett and Tempus programmes. The combination of the policy oversight and direction given by the Commission's team, working closely with this dedicated and professional external team, was an absolutely crucial factor in building the credibility and quality of this European cooperation. The success of the Erasmus development has been very much a triumph of teamwork with its different partners across Europe over the years.



European solidarity with Ukraine and Austria's neutrality



**Dr Wolfgang
Bogensberger**

Ukraine, partially invaded by Russia already in 2014 and on a broad scale invaded on 24 February 2022, celebrated in 2023 for first the 9 May as Europe Day. Commission President Ursula von der Leyen travelled that day to Kyiv, giving together with Ukrainian President Volodymyr Zelenskyy a strong signal for peace and unity in Europa.

While we do not know every detail about this terrible war yet, we are certainly witnessing a decisive moment for Europe, in which we all need to prove that our values are not only enshrined in treaties but are also turned into reality, when challenged. Let us have a look together on what we did in the Union (until mid-May 2023), and on how Austria dealt with its neutrality status in the given context.

Huge casualties, massive destruction and war crimes in Ukraine

So far, a considerable 6-digit number of soldiers have died on Ukrainian soil, and the civilian deaths in Ukraine are estimated in the middle range of 5-digits. Russian troops behave extremely brutally, devastate cities and villages, lay mines across the country, damage and destroy infrastructure, houses, hospitals, schools, kindergartens, historic buildings, and churches. Approximately 5,000 missile strikes, 3,500 airstrikes and 1,000 drone strikes against Ukraine were recorded during the war's first year.

The Russian military and authorities have committed multiple war crimes in the form of deliberate attacks against civilian

targets, indiscriminate attacks in densely populated areas, massacres of civilians, torture and rape of women and children, hostage-taking and arbitrary detentions, abductions, torture and enforced disappearance of Ukrainians in Russian-occupied territories. The Russian military exposed the civilian population to unnecessary and disproportionate harm by using cluster munitions and by firing other explosive weapons with wide-area effects such as bombs, missiles, heavy artillery shells and multiple launch rockets. The so far most shocking massacre of civilians perpetrated by Russian troops, including torture, mutilation, rape, looting and deliberate killings, has been identified in the town of Bucha, near Kyiv. There is also detailed evidence of forced deportations of thousands of children to Russia.

Illegality of the Russian war against Ukraine

By invading Ukraine, Russia blatantly violated international law. The first international treaty that prohibited the war of aggression was the Kellogg-Briand Pact of 1928/1929; the Soviet Union was a State Party. The 1945 United Nations Charter (the '*Constitution of the International Community*') obliges Member States in its Article 2(4) to refrain '*from any threat or use of force (...) against the territorial integrity or political independence of a State*.' Russia is not only contracting party, but also one of the five permanent members of the UN Security Council. In the 1975 Helsinki Final Act, the Soviet Union promised not to violate the '*territorial integrity*' of other states. The 1990 Paris Charter, restructuring the European security architecture after the Cold War and serving as the founding document for the permanent institutions and operational capabilities of the OSCE, has been signed also by the Soviet Union. It sets out two fundamental principles,

namely the respect of the territorial integrity of all states and the right of each state to decide autonomously on its own security policy (thus ending the concept of '*spheres of influence*'). Following the break-up of the Soviet Union, Russia became its legal successor and Ukraine became an independent state in 1991. In the 1994 Budapest Memorandum, Russia explicitly declared '*to respect the independence and sovereignty and the existing borders*' of Ukraine in return of receiving the soviet nuclear weapons that were based in Ukraine.

Russia has argued that its use of force against Ukraine is lawful under Article 51 of the UN Charter, which preserves the rights of UN member states to defend themselves against '*an armed attack*' and to engage in '*collective self-defence*'. Russia has also claimed that it may use force against Ukraine to defend the '*Donetsk People's Republic*' and the '*Luhansk People's Republic*', which it recognizes as independent states. However, Russia cannot rely on self-defence because Ukraine has neither threatened nor attacked Russia. Russia also argued that its invasion would be justified on humanitarian grounds to protect Russians in the Donbas. This reasoning lacks any evidence indicating that Ukraine would have committed acts against Russians in Donetsk and Luhansk that could amount to genocide.

Therefore, the Russian war of aggression does not only violate each of the international agreements mentioned above, but also lacks any form of justification. The Russian invasion is unlawful. Ukraine is thus entitled, as the illegally attacked state, to defend itself (Article 51 of the UN Charter). Other states – as well as the European Union – are legally entitled to comprehensively assist Ukraine in its self-defence.

Accountability of Russian key perpetrators

The Union is eager to ensure that war crimes committed in Ukraine do not go unpunished. Genocide, crimes against humanity, war crimes, and the crime of aggression are considered the most serious violations of international law. These ‘*international crimes*’ are enshrined in Articles 6 to 8bis of the 1998 UN Rome Statute of the International Criminal Court (ICC).

Ukraine has recognised ‘ad hoc’ the ICC’s jurisdiction over genocide, war crimes and crimes against humanity with retroactive effect from November 2013. Ukraine is investigating more than 69,000 incidents of alleged international crimes. Six EU Member States are part of the Joint Investigation Team supported by the EU Agency for Criminal Justice Cooperation (Eurojust), together with Ukraine and the ICC, and 14 EU Member States have already opened national investigations for international crimes committed in Ukraine.

To coordinate investigations and to further collect evidence of international crimes committed in Ukraine, the Commission established an International Centre for the Prosecution of the Crime of Aggression against Ukraine in The Hague, embedded in the existing Joint Investigation Team supported by Eurojust; this agency has also been mandated in 2022 to preserve, store and analyse evidence related to international crimes committed in Ukraine. The Commission additionally supports the ICC’s capacities with over € 10 million, strengthening the Ukrainian Prosecutor General’s Office with over € 6 million for IT-equipment.

The Prosecutor of the ICC opened in March 2022 a full investigation into allegations of war crimes, crimes against humanity, or genocide

committed in Ukraine by any person from 21 November 2013 onwards. On 17 March 2023, the ICC issued arrest warrants against the Russian President Vladimir Putin and Maria Alekseyevna Lvova-Belova, Commissioner for Children’s Rights in the President’s office, over alleged direct involvement in the war crime of deportation of children and transfer from occupied areas of Ukraine to Russia.

However, as regards the crime of aggression, the ICC cannot exercise its jurisdiction as Russia is not a state party (Article 15bis (5) of the Rome Statute). This is the reason why the Commission, together with the international community, is working on the creation of an international tribunal to also investigate and prosecute Russia’s crime of aggression.

Roughly € 24 billion of assets of persons and entities under sanctions have been frozen so far. Around € 300 billion of the Russian Central Bank reserves, stored in the Union and G7 countries, are blocked. To make the most of these funds for the rebuilding of Ukraine, the Commission has proposed several options, which are now discussed with the EU Member States and international partners.

Comprehensive EU-Solidarity with Ukraine

The Union stands united in its unwavering support of Ukraine. It has offered temporary protection to people fleeing the war. The Union, its Member States and the European financial institutions, are making available around € 52 billion in financial, humanitarian, emergency budget, and military support to Ukraine. Together with the resources made available to help EU Member States cater for needs of

Ukrainians fleeing the war, the overall support to Ukraine and Ukrainians amounts to around € 69 billion.

The Commission and the EU Member States established, together with Ukraine and Moldova, the EU-Ukraine Solidarity Lanes; these lanes are corridors essential to ensure that Ukraine can export grain and other agricultural products, but also import the goods it needs, from humanitarian aid to animal feed and fertilisers. Since the start of the war, these lanes have enabled the export of around 32 million tons of Ukrainian agricultural products, generating about € 26 billion of income for Ukrainian farmers and businesses.

On 4 March 2022, one week after the Russian aggression had started, the Union activated the Temporary Protection Directive for the first time, granting displaced people fleeing the war residency rights in the Union, access to the labour market and suitable accommodation or means to obtain housing, medical care, and access to child education. Since 24 February 2022, EU countries have welcomed more than 8 million Ukrainians, the half of them remained in the Union. The Commission introduced maximum flexibility so that EU Member States can also use unspent 2014-2020 cohesion funds to support people fleeing the war.

The EU humanitarian assistance provides shelter, multi-purpose cash support, healthcare, food assistance, education in emergencies, water and sanitation. In addition, over 88,000 tons of in-kind assistance has been delivered from EU Member States and partners via the EU Civil Protection Mechanism. This includes emergency stockpiles, shelter, energy, medical and specialised equipment for public health risks such as chemical, biological, radiological and nuclear threats for Ukraine.

The Union has also successfully coordinated over 2,100 medical evacuations of Ukrainian patients to provide them with specialised healthcare in hospitals across Europe. The Union offered some 3,000 power generators to Ukraine's national authorities via the EU Civil Protection Mechanism and rescEU strategic reserves. Further 2,500 generators have been delivered via a repurposed cooperation programme focused on decentralisation. The Union is also delivering 35 million LED light bulbs for Ukraine.

Roughly € 5.6 billion were mobilised under the European Peace Facility to support the delivery of military equipment to the Ukrainian Armed Forces. In addition, the EU Military Assistance Mission for Ukraine is tackling urgent and longer-term training needs of the Ukrainian Armed Forces. EU military support for Ukraine – provided by the European Peace Facility and the Member States individually – is around € 14 billion.

EU-Sanctions against Russia

The Union has imposed ten packages of sanctions against Russia; an 11th package is currently discussed with a focus on cracking down on circumvention. The individual sanctions target people responsible for supporting, financing, or implementing actions which undermine the territorial integrity, sovereignty, and independence of Ukraine or who benefit from these actions. Concretely, the Union has sanctioned 1.473 individuals and 207 entities (with travel bans and asset freezing). The economic sanctions impose severe consequences on Russia for its actions and thwart Russian abilities to continue the aggression. The Union has imposed several import and export restrictions on Russia. The list of banned products is designed to maximise the negative impact of



the sanctions for the Russian economy while limiting the consequences for EU businesses and citizens. The export and import restrictions exclude products primarily intended for consumption and products related to health, pharma, food and agriculture, in order not to harm the Russian population.

Products that cannot be exported to Russia include cutting-edge technology (e.g. quantum computers and advanced semiconductors, electronic components and software), certain types of machinery and transportation equipment, specific goods and technology needed for oil refining, energy industry equipment, technology and services, aviation and space industry goods and technology (e.g. aircraft, aircraft engines, spare parts or any kind of equipment for planes and helicopters, jet fuel), maritime navigation goods and radio communication technology, a number of dual-use goods (goods that could be used for both civil and military purposes), such as drones and software for drones or encryption devices, luxury goods (e.g. luxury cars, watches, jewellery) and civilian firearms and other army materiel. The list of goods that cannot be imported from Russia include crude oil (covering nearly 90% of Russian oil imports to Europe

from December 2022) and refined petroleum products (from February 2023), with limited exceptions, coal and other solid fossil fuels.

The Union has also imposed sanctions on media organisations responsible for propaganda and disinformation as Russia uses these outlets to intentionally spread propaganda and conduct disinformation campaigns about its military aggression against Ukraine.

Austria's neutrality

Austria, once '*Russia's best friend in the West*' (as '*The Economist*' of 22 May 2023 sees it), is a neutral country, which means in practical terms: no membership to NATO, no participation in foreign wars, no delivery of weapons to war zones, no foreign troops stationed on its territory. Unlike Sweden and Finland, Austria sticks to its neutrality, which is not only enshrined in the Austrian constitution, but has become part of the nation's post WWII identity. About 80% of Austrians support the country's neutrality, which is also strongly backed by Austrian politicians across the political spectrum, stressing that neutrality is '*not up for debate*' or that it is '*non-negotiable*'.

Political parties in Austria – except the far right – carefully distinguish neutrality in military terms from neutrality in political terms. Such differentiation allows to be ‘*not neutral on values*’ and ‘*not neutral in the face of a blatant violation of international law*’ as the Chancellor Karl Nehammer has put it. Indeed, Austria has condemned the Russian invasion in Ukraine in strong terms and has joined all sanction packages of the Union; it has frozen until April 2023 Russian financial assets worth almost € 2 billion and has provided a good deal of solidarity, hosting 90.000 Ukrainians having fled the war and pledging millions of Euro and hundreds of tons of goods to support Ukrainians.

However, according to a poll conducted in spring 2023 by the Austrian Society for European Politics (ÖGfE), only half of Austrians believe it is important for the Union to continue supporting Ukraine in its fight against the Russian aggression; 36% of respondents think the opposite.

In addition to the clear political commitment to Ukraine, Austria is seeking to keep channels with Russia open. Unlike other EU-countries, Austria’s share of gas imports from Russia is back again at more than 70%, nearly as much as before Russia’s war, referring to ‘*contractual obligations*’ as justification. Moreover, almost two thirds of Austrian firms have remained active in Russia. This is significantly higher than the global average with 39%. The most prominent example is the Raiffeisen Bank International, the largest western-controlled lender still operating within Russia, which in 2022 generated there profits of € 2.2 billion or 60% of the earnings of the entire Raiffeisen group.

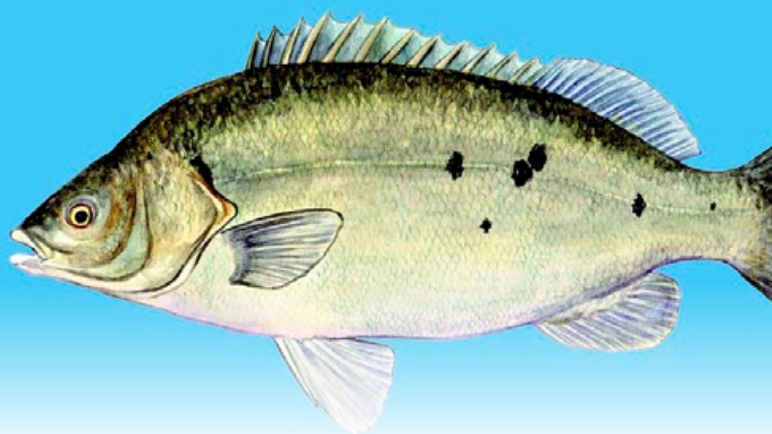
There are good reasons to believe that Austria will uphold its current solidarity with Ukraine in the near future. But what will happen if, after the elections foreseen in autumn 2024, the far right becomes part of the next federal government? Even getting the chancellery is not excluded, as the far right is currently polling steadily in the lead. This development would bring a political party into power that has signed a cooperation agreement with Putin’s party in 2016 (after the annexation of Crimea) and has demonstratively walked out of the hemicycle when President Zelenskyy addressed the Austrian parliament by videoconference on 30 March 2023, the 400th day of the war.

Looking ahead

On the side of Austria, one can expect a continued support of European unity on Ukraine in the months to come. Federal President Alexander Van der Bellen stresses that the country, despite its neutral status, is ‘*not neutral towards the struggle of a country fighting to defend its sovereignty and its independence, fighting for its freedom*’. But will Austria uphold its current political position after the next elections?

On the side of the Union, we see remarkable unity and determination to show broad solidarity with Ukraine. The war definitely has united us. ‘*A real existential threat has united us more than any speech, any theoretical approach about the need for integration*’ as the Union’s foreign policy chief Josep Borrell has said in a recent press interview. This unity happened despite of the huge energy dependency of many EU Member States. Such development can be interpreted as a clear sign that the Union is becoming ready not only to uphold its values with words but also with deeds.

Est-ce que vous connaissiez le bar Omega



**Didier
Hespel**

Peut-être connaissez vous : Le Bar-Brasserie Oméga à Beuzeville-la-Grenier. L'Oméga Bar & Nightclub à Järvenpää. Le restaurant Bar Omega à Cracovie. Le Omega Bar à Berlin. Toutes références que vous trouverez sur internet si vous cherchez « bar Omega »...

Eh bien, non ! c'est un poisson qui porte le nom d'Oméga ; et pas par hasard : il est riche en Oméga-3 !

Il s'agit en fait d'un poisson d'eau douce originaire d'Australie. Mais pourquoi se pencher ici en Europe sur un poisson australien ?? Il y a pour cela une bonne raison : vu les problèmes récurrents et croissants rencontrés par la pêche traditionnelle, notamment la raréfaction de certaines espèces, les techniques de pêche destructrices et la durabilité, il y a lieu de rechercher des solutions. Et l'élevage du bar Oméga est une des solutions durables.

Une initiative dans ce sens est née en Belgique. Un chercheur doctorant de l'université de Louvain (KU Leuven), Stijn Van Hoestenbergh, rejoint ensuite par son collègue Charles-Aimé Fransman, a passé des années à se pencher sur le problème et a finalement opté pour le bar Oméga. Afin de le produire et de le

commercialiser, ils ont créé une spin-off de l'université, Aqua4C, située en Flandre orientale au Sud-ouest de Gand.

Aqua4C met tout en œuvre pour respecter dans la mesure du possible l'environnement et les poissons. Ainsi, ils utilisent la chaleur résiduelle des serres de tomates voisines pour chauffer le bâtiment et les bassins. Ces derniers sont remplis avec de l'eau de pluie qui est purifiée dans une roselière voisine. Après usage, l'eau sert d'engrais pour la serre de tomates. Et la boucle est bouclée ...

Mais pourquoi le bar Oméga ? En fait, il peut être élevé et se reproduire dans des systèmes fermés d'aquaculture. Par ailleurs, les poissons reçoivent une alimentation uniquement végétale. Ce qui ne gâche rien, le bar Oméga est très bon et ne contient pas d'arêtes ! Il peut se consommer frit, fumé, en tartare, en carpaccio, en ceviche ou en sushi. En Belgique, il est déjà en vente chez Carrefour.

Mais Aqua4C voit grand ! Ils veulent multiplier la production par six d'ici 2025 et envisagent de créer d'autres piscicultures durables en Europe.

Le bar Oméga sera-t-il donc le poisson du futur ?



Connaissez-vous le Tyrol du Sud?

Situé à cheval sur la frontière Austro-italienne, le Tyrol du Sud, région montagneuse de près d'un million d'habitants, présente des caractéristiques très spécifiques. L'Alsace partage de nombreux points communs avec cette province. Comme elle, les patronymes, les toponymes sont germaniques et la majorité des habitants sont germanophones, parlant notamment un dialecte allemand du groupe bavarois, appelé Südtirolerisch (tyrolien méridional). Le Tyrol du Sud, qui jusqu'en 1918 faisait partie du Tyrol autrichien a été rattaché à l'Italie en application du traité de Saint-Germain-en-Laye de 1919. Cette annexion a été imposée contre la volonté du peuple, puisque le recours au référendum a été refusé par les Alliés (la Triple Entente). Son annexion par l'Italie a été douloureuse car voulant dégermaniser la province, Mussolini a imposé dès 1922 une politique d'italianisation brutale dans

cette région impliquant notamment une transformation des noms propres, l'interdiction d'enseigner l'Allemand et des déplacements de populations.

Avec l'Anschluss en 1938 les populations allemandes et autrichiennes ayant été réunies au sein d'une même nation, les habitants du Tyrol du Sud espéraient ainsi la réintégration à l'Autriche, mais Mussolini et Hitler en ont décidé autrement en proposant aux germanophones de cette province d'opter pour la citoyenneté allemande, à la condition de quitter l'Italie.

Après le second conflit mondial, la langue allemande a enfin été partiellement restaurée dans les patronymes, les toponymes du Tyrol du sud, mais les Alliés, dont la France, ont refusé d'accéder à la demande de l'Autriche consistant à organiser un référendum populaire le 1er mai 1946 dans



Denis Pourchet





le Haut-Adige, (*région plus grande englobant le Tyrol du sud, rappelant la situation de l'Alsace dans l'ensemble du Grand-Est*).

Une fois encore la population n'a pas été directement consultée malgré son droit à l'autodétermination. Cependant, par le Traité de Paris signé en 1946, il a été finalement demandé à l'Italie d'accorder une large autonomie à cette province. Le gouvernement italien tardant à appliquer les dispositions qui lui étaient réclamées, en 1960 l'Autriche a porté l'affaire devant l'ONU laquelle a demandé aux deux protagonistes, l'Autriche et l'Italie, de prendre des mesures de protection des germanophones dans l'ensemble du Haut-Adige afin qu'ils puissent jouir des mêmes droits que les Italiens. Pour cela, en 1972 une Commission spéciale a permis l'élaboration d'un Statut d'Autonomie qui observe un bilinguisme obligatoire dans l'administration publique.

Depuis 2001, les deux noms, Alto Adige (italien) et Südtirol (allemand) figurent dans la Constitution italienne. Désormais, l'utilisation d'un bilinguisme paritaire (*italien-allemand*)

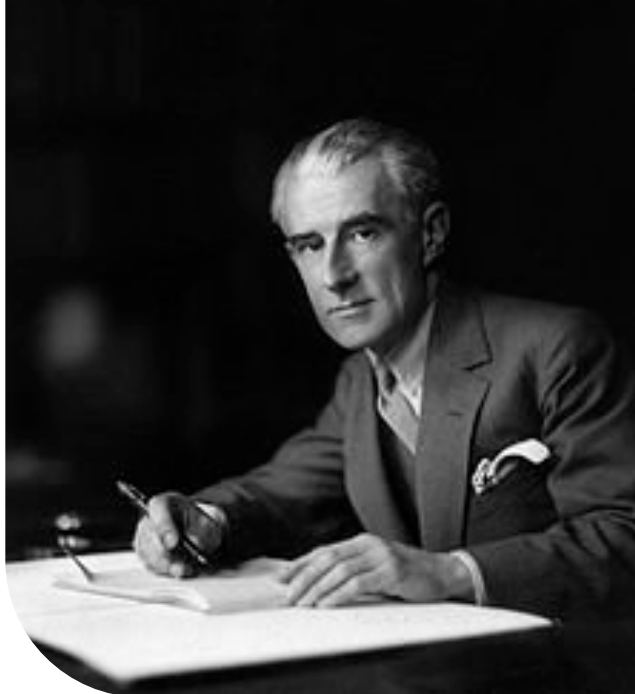
est utilisées dans la toponymie, au sein de l'administration du « Conseil Provincial » et des services judiciaires.

La signalisation est bilingue et les médias, communiquent également dans les deux langues. Quant à l'enseignement public, celui-ci reste l'outil fondamental permettant d'assurer la promotion du bilinguisme. Souvent cité en exemple, on peut dire qu'aujourd'hui cette province avec la région des îles Åland en Finlande, jouit de l'autonomie la plus large qui soit en Europe.

Comme on le voit, le Tyrol du sud présente culturellement de fortes analogies avec l'Alsace. Il existe toutefois des différences en matière de bilinguisme qui peuvent s'expliquer par les vicissitudes de l'histoire, consistant trop longtemps à opposer une langue contre une autre en Alsace (*en fonction des périodes où celle-ci était allemande ou française*), tandis que le Tyrol du sud, bénéficiant d'une plus large marge de manœuvre, et de moyens a misé sur la complémentarité la plus stricte. Aujourd'hui, la nouvelle Collectivité Européenne d'Alsace ayant hérité de compétences en matière de bilinguisme, pourrait bien s'en inspirer, à condition qu'on lui en donne les moyens.

Europa in Musica 4

Maurice RAVEL



Joseph-Maurice Ravel nasce a Ciboure, 7 marzo 1875 nella regione Basca francese ai confini con la Spagna, da mamma basca e da padre svizzero, e muore a Parigi il 28 dicembre 1937. Fu compositore, pianista e direttore d'orchestra francese.

In ragione dello stile e dei caratteri “definitivi” delle sue opere, viene spesso denominato “impressionista”, come Claude Debussy (1862-1918). Si tratta dell'accostamento di entrambi alla corrente pittorica propriamente detta (Monet, Renoir, Degas). Ciò che pone problemi nella critica d'arte e musicale è, che l'impressione tende a “smorzare” l'espressione, producendo un effetto rapsodico, velato ed evanescente (si pensi al dipinto di Monet, la “Cathédrale de Rouen”, riferimento per il Preludio di Debussy, “La cathédrale engloutie”). Nella musica di Ravel, invece, l'espressione “trova massima espressione”.

I primi componimenti di Ravel (Jeux d'eau, Une barque sur l'océan, Ondine ed il Concerto pour la main gauche) danno luogo a suggestioni uditive riconducibili all'acqua, in modo “sfumato”, ma con connotazioni immaginifiche. In tal senso,

sarebbe, forse, più corretto situare Ravel tra Impressionismo ed Espressionismo. A sette anni studiava il pianoforte e prima dei 13 componeva. I genitori per aiutarlo a sviluppare questa passione lo mandarono a studiare al Conservatorio di Parigi, prima per gli studi generali, ed in seguito come studente di pianoforte.

Durante i 14 anni trascorsi al conservatorio, Ravel concorse, inutilmente, diverse volte, per il prestigioso “Premio di Roma”, e fu proprio a causa di ciò che venne radiato dal conservatorio perché non vincitore di concorso.

Dopo aver lasciato il conservatorio, trovò la sua strada come compositore, sviluppando uno stile di grande chiarezza e incorporando elementi di modernismo, barocco, neoclassicismo e, nelle sue opere successive, di jazz.

Successivamente si iscrisse alla classe di contrappunto e fuga, tenuta da Gédalge, e il corso di composizione affidato a Fauré, col quale terminò i suoi studi nel 1905. A soli 24 anni ottiene un grande successo con la “Pavana pour une infante défunte”.



**Francesca
Rea**



Pavane pour une infante défunte scritta nel 1899 brano composto originariamente per pianoforte e orchestra – per ensemble da camera – due flauti, oboe, due clarinetti, due fagotti, due corni, arpa e archi – rivela all'interno del suo discorso compositivo molti elementi tipici delle armonie future di Ravel, sbalorditivo orchestratore per ricchezza e raffinatezza di atmosfere timbriche.

Questa composizione è un delizioso sottofondo sonoro che risente l'influenza di due grandi maestri Emmanuel Chabrier e soprattutto Gabriel Fauré, a sua volta autore di una celebre Pavane orchestrale, l'Op. 50, altra squisitezza della musica francese del tardo Ottocento. La Pavane è un'antica danza di derivazione italiana o spagnola (l'origine non è certa), di carattere introverso, riflessivo, che ben si adatta con i suoi ritmi solenni ad esprimere il cordoglio per la morte di una fanciulla, la principessa Edmond de Polignac. La Pavane pour une infante défunte di Ravel non ha un carattere esplicitamente programmatico, come precisato dallo stesso compositore per rispondere a chi iniziava a definirlo impressionista: «Pour moi, je n'ai songé en assemblant les mots qui composent ce titre qu'au plaisir de faire une allitération». Simile a Debussy per quel

gusto di cesellare e raffinare il suono che in Ravel, però, tende ad allontanarsi dall'estetica impressionistica. La brevità e l'intensità di questo foglio di musica con il quale Ravel mette in rilievo l'intimo lirismo e l'uso degli impasti e delle sonorità orchestrali crea una schematica semplicità del suo sviluppo e dell'espressione dolente della melodia, esposta all'inizio dal corno e continuata poi dal flauto e il duo tra il fagotto e l'oboe».

Come esposto, l'apertura è affidata al corno solista, che canta il tema principale, una delle melodie "eterne" che segnano la musica francese. E se volete emozionarvi già alle primissime battute di pentagramma, allora godetevi subito all'inizio, l'ingresso garbato, ma deciso, dei contrabbassi, che puntellano i corni, quasi ad aprire spazi di profondità alla malinconia di Ravel. Jeux d'eau ("fontane"; 1901) sembra imitare gli echi generati dal soggetto rappresentato. La melodia è sottoposta a continue alterazioni tonali; le sue variazioni armoniche, spesso, risultano "poco orecchiabili". Vi è, inoltre, un richiamo ad atmosfere orientali. Il brano si chiude in maniera speculare agli inizi: degli arpeggi, lo rendono "sospeso".

Nel 1904 compose Shéhérazade Ravel interessato all'esotismo delle Mille e una notte lo volle approfondire. Nei primi anni del XX secolo incontrò il poeta Tristan Klingsor, che aveva recentemente pubblicato una raccolta di poesie in versi liberi dal titolo Shéhérazade, ispirata all'omonima suite sinfonica di Rimskij-Korsakov, un'opera che Ravel ammirava molto. Ravel e Klingsor erano membri di un cenacolo di giovani artisti creativi che si definivano Les Apaches (I teppisti); il poeta lesse al gruppo alcuni dei suoi nuovi versi e Ravel fu subito colpito dall'idea di metterne tre in musica. Chiese quindi a Klingsor di apportare alcune piccole modifiche prima di iniziare a lavorare sulla musica.

Il ciclo di canzoni di Ravel è per mezzosoprano (o tenore) solista e orchestra, sulle parole di "Asie", "La flûte enchantée" e "L'indifférent" di Klingsor. Fu eseguita per la prima volta il 17 maggio 1904 in un concerto della Société Nationale alla Salle Nouveau Théâtre di Parigi, con Jeanne Hatto e un'orchestra diretta da Alfred Cortot. Le tre canzoni del ciclo sono dedicate individualmente dal compositore a Hatto ("Asie"), Madame René de Saint-Marceaux ("La flûte enchantée") ed Emma Bardac ("L'indifférent").

Asie



La prima, e più lunga, canzone delle tre è nella chiave oscura di mi bemolle minore. In genere l'esecuzione dura dieci minuti. È nelle parole della critica musicale Caroline Rae, "un panorama di fantasia orientale che evoca l'Arabia, l'India e, in un culmine drammatico, la Cina". Con le parole continuamente ripetute "je voudrais voir..." ("Mi piacerebbe vedere..." o "Voglio vedere..."), il poeta, o il suo immaginario narratore, sogna di fuggire dalla vita quotidiana in una fantasia europea di asiatiche lusinghe. La musica aumenta di intensità man mano che la sua immaginazione diventa più febbrile, fino a placarsi per terminare placidamente, nel mondo reale.

Français

Asie, Asie, Asie,
Vieux pays merveilleux des contes de nourrice
Où dort la fantaisie comme une impératrice,
En sa forêt tout emplie de mystère.
Asie, je voudrais m'en aller avec la goëlette
Qui se berce ce soir dans le port
Mystérieuse et solitaire,
Et qui déploie enfin ses voiles violettes
Comme un immense oiseau de nuit dans le
ciel d'or.
Je voudrais m'en aller vers des îles de fleurs,
En écoutant chanter la mer perverse
Sur un vieux rythme ensorceleur.
Je voudrais voir Damas et les villes de Perse
Avec les minarets légers dans l'air.
Je voudrais voir de beaux turbans de soie
Sur des visages noirs aux dents claires;
Je voudrais voir des yeux sombres d'amour
Et des prunelles brillantes de joie
En des peaux jaunes comme des oranges;
Je voudrais voir des vêtements de velours
Et des habits à longues franges.
Je voudrais voir des calumets entre des bouches
Tout entourées de barbe blanche;
Je voudrais voir d'âpres marchands aux regards
louches,
Et des cadis, et des vizirs
Qui du seul mouvement de leur doigt qui se
penche
Accordent vie ou mort au gré de leur désir.
Je voudrais voir la Perse, et l'Inde, et puis la
Chine,
Les mandarins ventrus sous les ombrelles,
Et les princesses aux mains fines,
Et les lettrés qui se querellent
Sur la poésie et sur la beauté;
Je voudrais m'attarder au palais enchanté
Et comme un voyageur étranger
Contempler à loisir des paysages peints
Sur des étoffes en des cadres de sapin,
Avec un personnage au milieu d'un verger;
Je voudrais voir des assassins souriants
Du bourreau qui coupe un cou d'innocent
Avec son grand sabre courbé d'Orient.
Je voudrais voir des pauvres et des reines;
Je voudrais voir des roses et du sang;
Je voudrais voir mourir d'amour ou bien de haine.
Et puis m'en revenir plus tard
Narrer mon aventure aux curieux de rêves
En élevant comme Sindbad ma vieille tasse
arabe
De temps en temps jusqu'à mes lèvres
Pour interrompre le conte avec art....

Italiano

Asia, Asia, Asia!
Antica, meravigliosa terra di storie della balia
Dove la fantasia dorme come un'imperatrice,
Nella sua foresta piena di mistero.
Asia, voglio salpare sulla goletta
Che si culla nel porto questa sera
Misteriosa e solitaria,
E infine dispiega le vele viola
Come un vasto uccello notturno nel cielo dorato.
Voglio salpare per le isole di fiori,
Ascoltando il canto del mare perverso
Ad un vecchio ritmo affascinante.
Voglio vedere Damasco e le città della Persia
Con i loro sottili minareti in aria.
Voglio vedere bellissimi turbanti di seta
Su facce scure con denti luccicanti;
Voglio vedere gli occhi scuri e amorosi
E le pupille scintillanti di gioia
In pelli gialle come le arance;
Voglio vedere mantelli di velluto
E abiti con lunghe frange.
Voglio vedere lunghe pipe nelle labbra
Circondata da barbe bianche;
Voglio vedere mercanti furbi con occhiate
sospettose,
E cadis e visir
Chi con un movimento del dito piegato
Decretare la vita o la morte, per capriccio.
Voglio vedere la Persia, l'India e poi la Cina,
Mandarini panciuti sotto gli ombrelli
Principesse con mani delicate,
E gli studiosi discutono
A proposito di poesia e bellezza;
Voglio indugiare nel palazzo incantato
E come un viaggiatore straniero
Contempla a piacimento paesaggi dipinti
Su tela con cornici di pino,
Con una figura nel mezzo di un frutteto;
Voglio vedere gli assassini sorridere
Mentre il boia taglia una testa innocente
Con la sua grande sciabola orientale curva.
Voglio vedere poveri e regine;
Voglio vedere rose e sangue;
Voglio vedere quelli che muoiono per amore o,
meglio, per odio.
E poi per tornare a casa più tardi
Raccontare la mia avventura a persone interes-
sate ai sogni
Alzare - come Sinbad - la mia vecchia coppa
araba
Di tanto in tanto alle mie labbra
Per interrompere la narrazione ad arte...

La flûte enchantée

In questa canzone si narra di una giovane schiava che si prende cura del suo padrone addormentato, mentre dall'esterno ode il suo amante suonare il suo flauto. La musica, un misto di tristezza e gioia, le sembra un bacio che le vola dal suo amato. La melodia del flauto è caratterizzata dall'uso del Modo frigio.



Français	Italiano
«L'ombre est douce et mon maître dort Coiffé d'un bonnet conique de soie Et son long nez jaune en sa barbe blanche. Mais moi, je suis éveillée encore Et j'écoute au dehors Une chanson de flûte où s'épanche Tour à tour la tristesse ou la joie. Un air tour à tour langoureux ou frivole Que mon amoureux chéri joue, Et quand je m'approche de la croisée Il me semble que chaque note s'envole De la flûte vers ma joue Comme un mystérieux baiser.»	«L'ombra è piacevole e il mio padrone dorme Nel suo cappello di seta conico Con il suo lungo naso giallo nella barba bianca. Ma sono ancora sveglia E dal di fuori odo Una canzone per flauto, che sgorga A turno, tristezza e gioia. Una melodia a volte langorosa e spensierata Che il mio caro amante sta suonando, E quando mi avvicino alla finestra reticolare Mi sembra che ogni nota voli Dal flauto alla mia guancia Come un bacio misterioso.»

L'indifférent

L'ultima canzone del ciclo ha suscitato molte congetture. Il poeta, o il suo immaginario narratore, è molto preso dal fascino di una giovane persona androgina, ma non riesce a convincerlo ad andare nella casa di lui, o di lei, per bere vino. Non è chiaro se l'ammiratore del ragazzo sia un maschio o una femmina; uno dei colleghi di Ravel ha espresso la forte speranza che la canzone venga cantata da una donna, come di consueto. La canzone è in mi maggiore, con motivi oscillanti sugli archi nell'accompagnamento orchestrale che, come cita la critica musicale Caroline Rae, ricordano i Nocturnes di Debussy.



Français	Italiano
«Tes yeux sont doux comme ceux d'une fille, Jeune étranger, Et la courbe fine De ton beau visage de duvet ombragé Est plus séduisante encore de ligne. Ta lèvre chante sur le pas de ma porte Une langue inconnue et charmante Comme une musique fausse.... Entre! Et que mon vin te reconforte.... Mais non, tu passes Et de mon seuil je te vois t'éloigner Me faisant un dernier geste avec grâce, Et la hanche légèrement ployée Par ta démarche féminine et lasse....»	«I tuoi occhi sono dolci come quelli di una ragazza, Giovane straniero, E la bella curva Del tuo bellissimo viso ombreggiato Ancora più attraente è la linea. Il tuo labbro canta sulla mia porta Una lingua sconosciuta e affascinante Come la musica stonata.... Vieni dentro! E possa il mio vino confortarti ... Ma no, tu passi E dalla mia soglia ti vedo allontanarti Facendo un ultimo gesto con grazia, L'anca leggermente piegata Con il tuo approccio femminile e languido...»

Nel 1906 Ravel mette in musica *Une barque sur l'océan* appartenente alla più ampia raccolta dei *Miroirs* (“specchi”, 1904/5) ispirato, da una “barca sull’oceano”.

I meravigliosi accompagnamenti della mano sinistra rispettano l’andamento della linea di canto principale, suonata dalla destra. Segue una parte centrale, dalla quale si dipanano sviluppi molto simili a *Ondine* (1° movimento di *Gaspard de la nuit*, 1908), in cui saranno ben evidenti tanto il tema, quanto la conclusione del componimento sopracitato. Passando, quindi, a *Ondine* (“piccola onda”, personificata), come nella parte centrale della “barca”, il tema consiste in una sola nota (cui ne vengono aggiunte poche altre), che si sovrappone al moto oscillatorio della mano destra. Si crea una sorta di climax ascendente che, dopo aver toccato il culmine della tensione, si risolve nel “pianto” di *Ondine*: arpeggi eseguiti contemporaneamente, da entrambe le mani, secondo un’irregolarità ritmica che difficilmente si coglie, in altre opere pianistiche. In chiusura, la stessa *Ondine* “riproporrà” una successione di melodie dissonanti; per poi “ritirarsi”, in “coerenza simmetrica” con l’incipit.

Le componenti più

specificamente “espressioniste” di Ravel possono essere colte non solo in alcune di esse, ma anche in altre, dalle quali emerge uno spirito esasperato, dissacratorio e decostruttivo della forma: *les Valses nobles et sentimentales* (1911), *La Valse* (1919-20), il *Concerto in sol per piano e orchestra* (1921-31) e, in parte, gli stessi *Miroirs*.



Durante la Prima Guerra Mondiale non potendo arruolarsi per la salute cagionevole, divenne autista di ambulanza e tra il 1914 e il 1915 compose un trittico per coro a cappella, eseguito nell’ottobre del 1917 al teatro Vieux-Colombier di Parigi, del quale esiste anche una riduzione per voce e pianoforte.

Curiosando nelle orchestrazioni di Ravel analizzeremo uno dei tanti diamanti orchestrali dalle mille sfacciatore e innovazioni timbriche. Quadri di un’esposizione.

Quadri di un’esposizione furono scritti nel 1874 da Modest Musorgskij per pianoforte in seguito orchestrati da Ravel. Essi costituiscono una successione di brani di breve estensione ispirata all’esposizione di dipinti commemorativa dell’amico Viktor Hartmann, scomparso improvvisamente nel 1873. I brani costituiscono una sorta di galleria ideale di scene ‘dipinte’ attraverso la musica, intercalate da una *Promenade* che per un verso suggerisce lo spostamento da un quadro all’altro e per un altro verso, idealmente, possono far pensare alla riflessione del compositore di fronte alle realizzazioni pittoriche dell’amico: *Promenade*; I. *Gnomus*; *Promenade*; II. *Il vecchio castello*; *Promenade*; III. *Tuileries*; IV. *Bydło*; *Promenade*; V. *Ballet des petits poussins dans leur coque*; VI. *Samuel Goldenberg et Schmuyle*; VII. *Limoges: le marché*; VIII. *Catacombae: Sepulcrum Romanum – Cum mortuis in lingua mortua*; IX. *La Cabane de Baba-Yaga sur des pattes de poule*; X. *La Grande Porte de Kiev*. Della composizione della quale esistono diverse realizzazioni orchestrali. Fra queste la più celebre è quella realizzata nel 1922 dal compositore e pianista francese Maurice Ravel: non

una semplice trascrizione, ma un ripensamento e una riscrittura dell'opera per i timbri orchestrali. I Quadri, tanto nella versione originale quanto nelle sue trascrizioni, appartengono al genere del 'pezzo caratteristico', «sono una suite, un seguito di brani caratteristici, ossia composizioni di breve durata dotata di un proprio e inconfondibile carattere musicale, tipico del Romanticismo» e basata su uno schema articolato di riferimenti extramusicali. La versione orchestrale di Ravel, in virtù della sua ricchezza timbrica e coloristica esprime delle sfumature timbriche di elevata raffinatezza basti pensare al Vecchio Castello dove il compositore introdusse l'assolo del sassofono. La suggestione grafico-pittorica della composizione rende quanto mai stimolante – e coerente con la composizione stessa – un lavoro didattico che trova nel segno grafico il proprio momento euristico. Infatti, negli anni 1920 e 1930 Ravel era considerato a livello internazionale il più grande compositore vivente della Francia. È stato spesso collegato all'impressionismo insieme al suo contemporaneo più anziano Claude Debussy, sebbene entrambi i compositori respingessero il termine.

Gli piaceva sperimentare la forma musicale, come nel suo lavoro più noto, Boléro (1928), in cui la ripetizione prende il



Nel giugno 1928 Ida Rubinštejn, celebre danzatrice che aveva fondato una propria compagnia, gli chiese di orchestrare sei pezzi estrapolati dalla suite Iberia di Isaac Albéniz per crearne un balletto, Ravel accettò. Il progetto si dimostrò però ben presto irrealizzabile, i brani di Iberia erano già stati orchestrati da Enrique Fernández Arbò a cui erano stati concessi i diritti. Ma Ravel ormai aveva già pensato ad un altro progetto, in quanto aveva in mente il tema del Boléro, destinato al balletto della Rubinštejn; la partitura inizialmente avrebbe dovuto avere il ritmo di un fandango e chiamarsi allo stesso modo, ma presto l'idea del bolero ne prese il

posto; il lavoro fu scritto in pochissimo tempo, fra il mese di luglio e l'ottobre 1928.

Secondo la descrizione che lo stesso Ravel dà del pezzo nello Schizzo Autobiografico, il Bolero «è una danza di movimento molto moderato e costantemente uniforme, tanto per la melodia e l'armonia quanto per il ritmo. Il solo elemento di diversificazione è costituito dal crescendo dell'orchestra». Più ancora che per tutti gli altri brani musicali, è nell'idea in sé – per certi aspetti assurda e provocatoria – che risiede l'intero valore artistico del Bolero; idea tanto semplice quanto impossibile da trasformare in musica se non fosse stato per il suo genio timbrico di Ravel, l'unico in grado di porsi e di vincere una tale sfida con sé stesso. Un unico tema suddiviso in due frasi distinte di 16 battute ciascuna – l'una in DO maggiore, l'altra nel più morbido DO minore – ed un unico ritmo di bolero in tempo assai moderato sono i soli elementi sui quali l'autore costruisce la sua celebre danza, la cui allucinante fissità è ribadita sul piano armonico dalla mancanza pressoché totale di modulazioni (i bassi si limitano a due sole note, DO e SOL, gradi principali della scala di DO tonica e SOL dominante). La partitura prende via via vita, definendosi allo

stesso tempo nella sua stessa forma musicale, nel lento ma graduale crescendo dinamico e nel costante arricchimento della “tavolozza” orchestrale che si distribuisce ora sul motivo conduttore–ripetuto 18 volte–ora sugli assetti ritmici. Il tema, presentato in pianissimo dal flauto solo sull’accompagnamento del tamburo, viene ripreso prima da singoli strumenti: clarinetto, fagotto, clarinetto piccolo e corno inglese, poi da gruppi strumentali dagli impasti timbrici sempre più complessi e raffinati, fino a coinvolgere l’intera compagine orchestrale. Una sferzante ed inaspettata modulazione alla tonalità di MI maggiore (tonalità lontana al DO) segna il culmine della tensione emotiva determinata dall’inesorabile e meccanica amplificazione della materia sonora. L’escursione armonica è però di breve durata: il DO maggiore iniziale riappare dopo solo otto battute, in un roboante finale segnato dai glissati dei tromboni. Uno degli aspetti che maggiormente colpisce del Bolero di Ravel, ed ancora stupisce a quasi cent’anni dalla sua prima rappresentazione, è la forza del coinvolgimento emotivo–quasi fisicamente tangibile–che esso suscita nello spettatore, contrapposto all’estrema semplicità dei mezzi musicali impiegati. Ma è proprio nella deliberata

semplicità di quegli elementi e nel calcolato rigore, con cui essi sono relazionati tra loro che si origina quella forza; la quale, a sua volta, trasforma gli elementi musicali in ben calibrati ingranaggi di un fascinioso meccanismo incantatorio, in cui il gioco timbrico strumentale non fa altro che accrescerne la seduzione. Lavoratore lento e scrupoloso, Ravel compose meno brani di molti suoi contemporanei. Tra le sue opere che sono entrate nel repertorio ci sono brani per pianoforte, musica da camera, due concerti per pianoforte, musica per balletto, due opere e otto cicli di canzoni; non ha scritto sinfonie o musica sacra. Molte delle sue opere esistono in due versioni: prima composizione per pianoforte e poi un’orchestrazione. Parte della sua musica per pianoforte, come Gaspard de la nuit (1908), è eccezionalmente difficile da suonare e le sue complesse opere orchestrali come Daphnis et Chloé (1912) richiedono un abile equilibrio nell’esecuzione. Ravel fu tra i primi compositori a riconoscere il potenziale delle registrazioni per portare la sua musica ad un pubblico più ampio. Nel 1928 Ravel visitò gli Stati Uniti e il Canada viaggiando in treno ed eseguendo concerti pianistici nelle principali sale da concerto di venticinque

città, accolto con entusiasmo da pubblico e critica e si conquistò una laurea ad honorem a Oxford.

Concerto pour la main gauche viene composto per Paul Wittgenstein e dedicato a Paul Wittgenstein (1887-1961; fratello del filosofo Ludwig) che, dopo aver perso il braccio destro durante la Prima Guerra Mondiale, suona in prima assoluta, a Vienna, il 5 gennaio 1932.



Ravel compose il Concerto per pianoforte per la mano sinistra in re maggiore tra il 1929 e il 1930; è una commissione del pianista austriaco Paul Wittgenstein, privo del braccio destro, amputato durante la Prima guerra mondiale, che, prima di rivolgersi al compositore francese, aveva richiesto brani specifici a Richard Strauss, Prokofiev, Hindemith e Britten al fine di non interrompere la sua carriera altrimenti compromessa. Dalla durata relativamente

“breve” (circa 20 minuti), questo Concerto si distingue dagli altri, in quanto la mano sinistra è “chiamata” a suonare l’equivalente delle “due mani messe insieme”. Dal punto di vista tecnico, la difficoltà si spinge fin (quasi) ai limiti, per via dei frequenti ed imprevedibili spostamenti della sola mano.

In una prima esecuzione per due pianoforti, novembre 1931, Wittgenstein apportò sostanziali modifiche alla partitura per adattarla meglio alle proprie esigenze; suscita così il risentimento di Ravel che cesserà di collaborare col pianista austriaco; la prima esecuzione con l’orchestra ha luogo a Vienna il 5 gennaio 1932 sotto la direzione di Robert Heger, ma Ravel non è presente.

Paul Wittgenstein, pur avendo ottenuto l’esclusiva su questo concerto, non ha facoltà di eseguirlo in Francia. A Parigi, alla Salle Pleyel, viene presentato nella sua versione originale il 19 marzo 1937; al pianoforte siede Jacques Février, l’orchestra è diretta da Charles Munch; Maurice Ravel muore a dicembre di quello stesso anno. Per il solista questo concerto rappresenta una vera e propria sfida; la mano sinistra è tanto impegnata sulla tastiera che sembra stia utilizzando anche la

destra. L’orchestrazione, poi, è dinamica, ricca di colori e sfumature. Sono presenti digressioni pianistiche di evidente derivazione jazzistica che, assieme alle percussioni, conferiscono un tono particolare alla composizione. Il Concerto è articolato in un unico movimento nel quale si possono distinguere tre sezioni: Andante, Allegro, Finale ed inizia sugli arpeggi dei contrabbassi che creano un’atmosfera cupa e misteriosa.

Il controfagotto propone un tema drammatico di sarabanda sul quale intervengono i corni con un motivo triste e doloroso; i due temi vengono sviluppati con energia fino all’ingresso autoritario del pianoforte solo che interviene, mettendo in luce buona parte dei temi, che verranno ripresi, arricchiti e combinati reciprocamente. I suoi passaggi, le incursioni sulle note più basse, creano un incredibile volume sonoro. L’intera orchestra riprende il tema di sarabanda, poi un passaggio improvviso e leggero del pianoforte conduce verso un robusto ritmo di marcia scandito dagli archi, dagli ottoni e dalle percussioni. La marcia diventa una sanguigna danza rustica dove il pianoforte è il protagonista. Ironicamente appare un breve episodio dal colore

orientale. Un glissando del pianoforte riconduce al tema di sarabanda, portato al suo culmine da tutta l’orchestra che poi ritorna anche il tempo di marcia. A contrasto si erge l’intervento quasi sereno del pianoforte, poi improvvisa e violenta l’eclatante chiusura.

Analogamente ai brani solistici da poco analizzati, sono presenti innumerevoli sonorità “evocative di acqua”, oltre ad una sorta di “arabeschi”, con chiari richiami al mondo orientale, nonché di stile jazz (le influenze vicendevoli tra Ravel e Gershwin sono attestate dalla storia della musica: George Gershwin incontrò Ravel, ed espresse il desiderio di studiare, se possibile, con il compositore francese. Quest’ultimo rispose: “Perché dovresti essere un Ravel di secondo livello quando puoi essere un Gershwin di primo livello?”). Tra estremo virtuosismo e momenti di totale abbandono, il Concerto si conclude con delle “ottave discendenti” che paiono ricordare Igor Stravinsky (1882-1971), nei Tre movimenti di Petrouchka (versione pianistica dell’omonimo balletto, realizzato, come opera orchestrale, nel 1911.



The Grey Digital Divide

The digital world is increasingly entwined with the physical one. We use the internet for work and for leisure, to connect with friends and family, to get information, to socialise, to request or deliver services. **For a large majority of Europeans, using internet is just everyday life.**

What was a growing social trend but remained still attached to a “techie” population, got to a universal scale with the COVID-19 pandemic. The brutal switch to digital ways and tools showed the integral and positive role of the internet, and we now rely on the online world like never before. According to Eurostat, **in 2022, the share of EU households with internet access rose to 93 %**, nearly universal access.

In 2022, 90 % of EU individuals aged between 16 and 74 years used the internet at least once within the three months prior to the survey date; 84% of them used it on a daily basis. Fourteen Member States were above that EU average in 2022. The highest share of internet users was then in Luxembourg and Denmark with 98 % of users, followed by Finland and Sweden with 97 %. Bulgaria (79 %), Croatia (82 %) and Greece (83 %) reported the lowest rates of internet users in the EU – yet even these lower rates are remarkably high. Conversely, the proportion of the population that had never used the internet was 7 % in 2022 in the EU, but reached 14 % in Greece and Portugal, and 13 % in Croatia and Bulgaria.



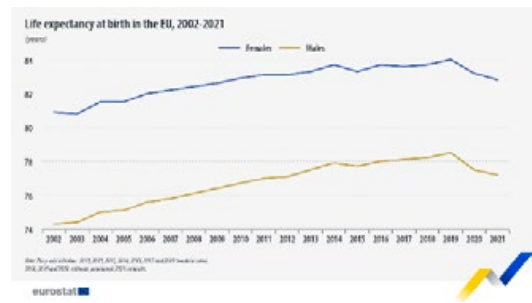
*Maruja
Gutiérrez*



These figures can be considered as a grand success for the EU. But this digital switch has also shown some negative aspects. The first one, that the new digital world has the same flaws as the old physical one. Illegal and harmful contents and practices are increasingly found in all activity sectors. The second one, the one this article deals with, is the emergence of a new social inequality: the digital divide. After access to ICT equipment, it is now the lack of skills and quality of hardware and software that leads to a continuing digital divide. **Digital divide specifically related to elderly is known as grey digital divide.**

The term “digital divide” not only identifies who uses the internet and who does not, but also diverse levels of digital exclusion, that is, the complexity, depth, and variety of internet use. Lower use of computers and the internet among older adults have important social and cost consequences. As the internet becomes more integrated into everyday life, people who do not use the internet are more likely to become more disadvantaged.

Older adults as a group are a sizeable part of the digital divide. Research literature attributes the digital divide affecting older adults to some characteristics, such as lower levels of computer literacy, technophobia, lack of perceived usefulness and physical and cognitive deficits. However, the impact of ageism, has not been explored. This is strange, as probably the main characteristic of EU countries demography is aging. Life expectancy in the EU has steadily grown to unprecedented levels, with some countries (Spain, Italy, France) being at the top of the ranking.



Eurostat, for example, collects data for people aged 15-74. This is a standard statistical practice, but it leaves aside a growing number of people. OECD remarks that “In the medium term, the 80-84-old might also become a relevant age cohort”. It is, indeed, relevant for our analysis of the digital switch impact in the older generations.

A major barrier for the social inclusion of older persons is the lack of understanding of their situation, and that lack of understanding is deeply rooted in ageist stereotypes and prejudices. Unlike, for example, sexism, racism and other forms of discrimination, ageism is socially accepted, often unchallenged. The American Psychological Association’s (APA) has stated that **age prejudice is one of the most socially and institutionalized forms of prejudice.**

This lack of understanding and consideration is particularly evident in the current social, political, and economical pressure to “go digital”, one of the key priorities of the European Commission, and also a main priority in most Member States. There are solid arguments for this priority, as the benefits of digital tools and services are unquestionable.

In 2019, the new European Commission President, Ursula von der Leyen, described how she wanted the EU to grasp the opportunities presented by the digital age. Such a digital transformation is based on the premise that digital technologies and solutions should “open up new opportunities for businesses; boost the development of trustworthy technology; foster an open and democratic society; enable a vibrant and sustainable economy; help fight climate change”.

However, the impact of the digital switch in older people needs to be considered. Statistics show a significant gap between the use of internet by younger (98%) than older (75%) people. Because of the lack of EU statistics about older people internet usage, the 75% figure has been taken from Pew Research data. USA and EU statistics are now usually close for ICT use.

Social inclusion is linked to health and wellbeing of elderly people. There is a consensus among social scientists that this new kind of social exclusion, the “grey” digital divide is getting serious with the passage of time. This is a major social challenge. It is a double-faced challenge. On the one hand, bringing older people into the digital world. On the other hand, ensuring that the digital world keeps open ways and means for older people who cannot use digital tools.

Research points to the positive impact in physical and mental health of good use of internet. For older people, this has highly positive effects. Internet can improve dramatically their possibilities of access to people, information,

and services. It is a fact that keeping in touch with friends and family via internet is a main use of ICT, be it via smartphones or PCs. Unwanted loneliness is a growing social problem, in particular for older people. Households tend to be smaller in advanced economies. In the EU and the USA, close to 30% people live alone – not always by their own choice.

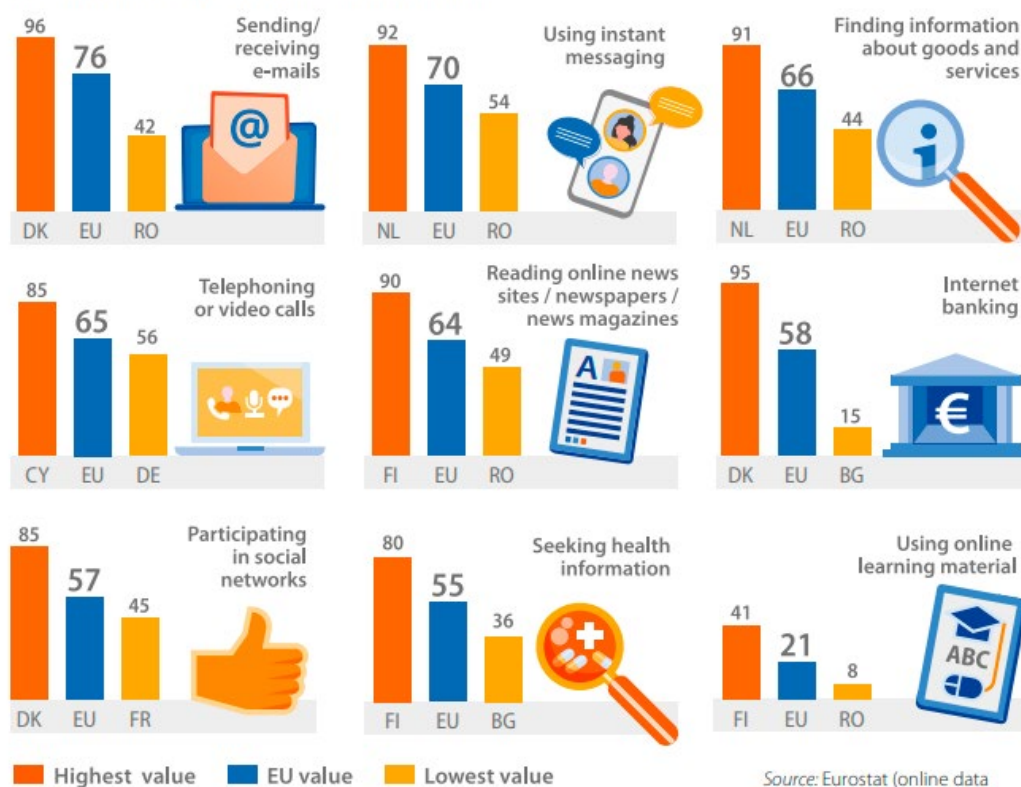
Then, keeping in touch with current news and cultural trends, watching films or listening to songs we like, sharing jokes and comments only our peer group understands, all enrich daily life as much for young people as for the older one. On a more practical side, online shopping, travel planning, e-government information and services, medical appointments are but a few of a multiplicity of digital services that make life easier – **If one knows how to use them well.**

Digital literacy is now an essential skill. A major part of the digital exclusion challenge faced by elderly is because they cannot connect to digital networks due to lack of digital skills. A low level of ICT skills is a main barrier to achieving meaningful connectivity. Internet was not popular in Europe until the nineties, neither for work nor for daily life. This means that a large majority of people now at retirement age did not have access to, not even knowledge of internet during their formative years.

Assessing ICT skills is a first step for addressing their lack. Ongoing research on this issue has adopted a practical approach. Instead of using test-based assessments, ICT skills are measured based on whether an individual has recently

Internet activities

(%, share of people aged 16–74 years, 2021)



Source: Eurostat (online data code: isoc_ci_ac_i)

performed certain activities that require different types of skill. The assumption is that **performing these activities implies that one has a certain level of the required skills.**

This Eurostat graphic shows the main activities used to assess ICT skills. One unexpected conclusion is that using online learning material is the less common one. This points to the need to plan for “classic” face-to-face methods for developing ICT skills.

A practical approach is also gaining strength for ICT education. Up to now, the trend has been to deliver theoretical knowledge with limited hands-on work. This is not enough for most people, particularly in their old age. It must be remembered that elderly face challenges to use

many basic services just because they are unfamiliar with the use of digital technologies and they demand a reasonable period to get used to them, which must be respected. **Therefore, while training of the elderly is important, training of the tutors is equally important.**

On the second part of the challenge, keeping open ways and means for people who do not use digital tools, because they cannot, or because they do not wish to. **It is necessary to think of older people when planning structural digital changes in public or private services.** Just one example. Mobile phones have become the most common gateway to the Internet, and there are all sorts of mobile useful applications for all sorts of uses. Yet, older hands may not be able to operate fluently small phone keys.

For use, as well as for training, open, well-equipped spaces where non-equipped users may connect with the digital world and with trained tutors come immediately to mind. Libraries, hospitals, schools, other social public services could become hubs for ICT skills upgrading. **Public and private services introducing full digital operation should provide tools and, if necessary, tutoring to users, including older ones.**

Also, while the possibility of managing bank accounts, medical appointments or cinema tickets from home is a welcome advantage for most of us, people without the adequate equipment, connection and skills are simply thrown away. **Non-digital access and operation of digitised services must be kept open for non-digital users. This should be a compulsory condition both for public and for private services.**

Hopefully, a practical development should be a pan-European cooperation to address the grey digital divide. Joint collaboration between ICT and health-care industry has already resulted in some ergonomic ICT products and services which are elderly-friendly. The same could happen in all other relevant sectors. **Concerned institutions and user associations could usefully share their experience for improving what for many people is being a painful entrance to the digital world.**

Main references

- European Commission, Directorate-General for Communication, Green Paper on Ageing, January 2021 <https://data.europa.eu/doi/10.2775/785789>
- European Commission, 2030 Digital Compass: the European way for the Digital Decade COM/2021/final
- European Commission, Monitoring the Digital Economy & Society 2016 – 2021
- DG Communication Networks, content and Technology
- Online Media Literacy Report. Department for Digital, Culture, Media and Sport, UK, July 2021
- OECD, Harnessing the Power of AI and Emerging Technologies
- OECD Digital Economy Papers November 2022
- OECD Responding to Societal Challenges with Data
- OECD Digital Economy Papers, December 2022
- United Nations, Update to the 2012 Analytical Outcome Study on the normative standards in international human rights law in relation to older persons
- Working paper prepared by the Office of the High Commissioner for Human Rights, March 2021
- United Nations, Human Rights Council, Report of the Independent Expert on the enjoyment of all human rights by older persons, Claudia Mahler, October 2021
- Elderly Forgotten? Digital Exclusion in the Information Age and the Rising Grey Digital Divide <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/00469580221096272>
- Seniors et fracture numérique. Marin Buyse, ago-asbl.be <https://www.ago-asbl.be/wp-content/uploads/2021/02/Seniors-et-fracture-numerique.pdf>
- G7 Internet Safety Principles**
- https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/986161/Annex_3__Internet_Safety_Principles.pdf
- <https://www.pewresearch.org/short-reads/2021/11/18/where-americans-find-meaning-in-life-has-changed-over-the-past-four-years/>
- <https://www.pewresearch.org/short-reads/2020/03/10/older-people-are-more-likely-to-live-alone-in-the-u-s-than-elsewhere-in-the-world/>

Services publics : des difficultés d'accès récurrentes selon la Défenseure des droits

Par : La Rédaction Vie-publique.fr est un site gratuit d'information qui donne des clés pour comprendre les politiques publiques et les grands débats qui animent la société.

Avec 125 456 réclamations reçues en 2022, la Défenseure des droits a traité 9% de plus de réclamations qu'en 2021. L'année 2022 a été marquée par une série de difficultés récurrentes qui ont poussé les usagers de services publics à se tourner vers la Défenseure des droits.

Dans son rapport annuel d'activité, la Défenseure des droits souligne que 2022 a de nouveau été marquée par une série de difficultés, souvent administratives, qui *“révèlent les diverses et multiples entailles dans les principes qui fondent notre société”*.

Personnes les plus vulnérables, continuum et cumul des discriminations, droits des enfants, déontologie des forces de sécurité, protection des lanceurs d'alerte... Parmi tous ces sujets, l'accès aux services publics est marqué par des difficultés récurrentes : obstacles pour renouveler un titre de séjour, ruptures d'aide au logement dues à des erreurs dans les données des organismes sociaux, *“méandres dans les démarches numériques”* pour bénéficier de MaPrimeRénov'...

“L'accès aux droits ne doit plus être la variable d'ajustement de services publics insuffisamment dotés”

L'égal accès effectif de toutes et tous aux services publics constitue *“le socle de ce que notre pays doit à chacun de ses habitants, la condition nécessaire pour former une société de citoyens libres, égaux et fraternels”*.

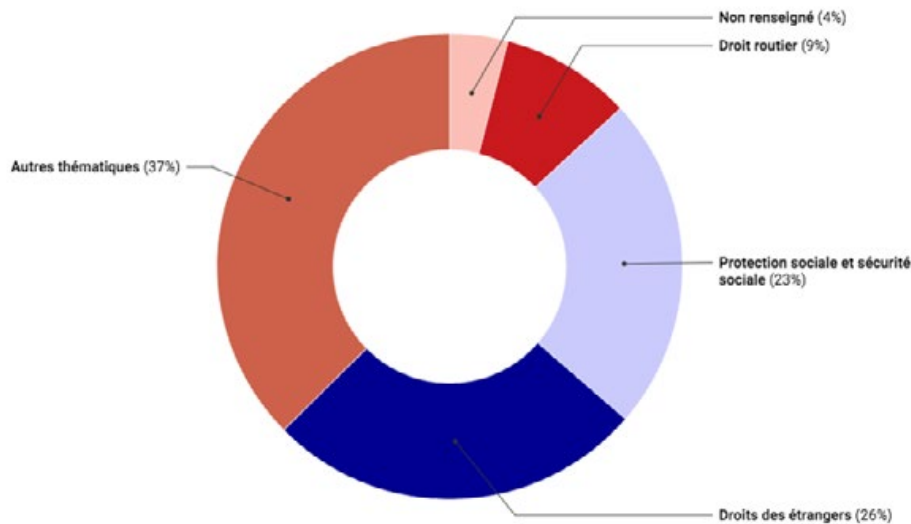
Pourtant, la Cour des comptes a souligné que, dans les **préfectures**, les **suppressions de postes** n'avaient **pas** été *“réalistes”* ces dernières années. Selon le rapport, elles ont eu des conséquences bien réelles sur la vie des ressortissants étrangers :

- allongement des **délais d'instruction** des demandes ;
- **rupture de droits** ;
- **précarité** professionnelle et sociale.

Si le Conseil d'État est déterminé à mieux encadrer les possibilités de dématérialisation des démarches, le rapport de la Défenseure des droits déplore que *“des administrations continuent de miser sur le “tout-numérique”, en espérant y gagner la possibilité de réduire les effectifs, mais en faisant courir aux usagers le risque d'y perdre l'accès à leurs droits”*.

Répartition des réclamations reçues dans le domaine des services publics par thématique en 2022

En %



Champ : ensemble des réclamations dans le domaine des services publics reçues par le Défenseur des droits en 2022 (N = 82 202).

Source: Défenseur des droits - Rapport annuel d'activité 2022 • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

La Défenseure des droits rappelle la **primauté des droits**, au nom et en fonction desquels sont instaurés les différents services publics. Cela doit se faire en dépit des **pressions budgétaires ou organisationnelles**.

Dans les services publics concernant :

- le droit des étrangers, **70% des réclamations concernent le titre de séjour et 7% le regroupement familial** ;
- la protection sociale et la sécurité sociale, les réclamations concernent à **23% les pensions de vieillesse**, à **17% l'assurance maladie** et à **16% les prestations familiales**.

En %

Non renseigné (4%)

Droit routier (9%)

Protection sociale et sécurité sociale (23%)

Droits des étrangers (26%)

Autres thématiques (37%)

Source: Défenseur des droits–Rapport annuel d'activité 2022

La dématérialisation doit être “une offre supplémentaire et non substitutive au guichet, au courrier papier ou au téléphone”

La Défenseure des droits a déjà alerté sur *“la dématérialisation à marche forcée”*. Ce processus a connu une nouvelle accélération avec la pandémie de Covid-19.

La dématérialisation des services publics s'accompagne souvent de la **fermeture de guichets de proximité**. Une des conséquences est le **report systématique sur l'utilisateur** de tâches qui incombant auparavant à l'administration.

Afin d'être capable d'effectuer ses démarches en ligne, l'utilisateur doit s'équiper, s'informer, se former et ne pas commettre d'erreur, au risque de se retrouver en **situation de nonaccès à ses droits**.

Le rapport rappelle que la dématérialisation doit s'inscrire comme une offre supplémentaire et non substitutive, afin de laisser à l'utilisateur le choix de son mode de relation avec l'administration.

UN Meeting on the human rights of older persons

UNITED NATIONS **Informal Contribution to the Multi-stakeholder meeting on the human rights of older persons held on 29 and 30 August 2022**

We deliver this informal contribution to the **Multi-stakeholder meeting on the human rights of older persons** held at the Human Rights Council on 29 and 30 August 2022 on behalf of Argentina, Austria, Brazil, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Mexico, Montenegro, Namibia, North Macedonia, Panama, the Philippines, Portugal, Serbia, Slovenia, Thailand, Turkey and Uruguay.

Ageing and the Human Rights of Older Persons have been addressed for many decades in the international arena, leading to some significant achievements such as the UN Principles for older persons (1991), the Madrid International Plan of Action on Ageing (2002), the ongoing work of the Open-Ended Working Group for the purpose of strengthening the protection of the human rights of older persons (2010), the creation of the mandate of the UN Independent Expert on the enjoyment of all human rights by older persons (2013) and the UN Decade of Healthy Ageing (2021-2030). Gradually, a wider and better understanding of the rights-based approach towards ageing is being developed.

However, throughout the past years and especially during the global COVID-19 pandemic, the evidence has shown that the existing international human rights system offers inadequate protection of the rights of older persons.

The UN High Commissioner for Human Rights has concluded that the current international framework provides fragmented and inconsistent coverage of the human rights of older persons in law and practice and that there is a need to move expeditiously towards developing and adopting a coherent, comprehensive and integrated human rights framework on older persons, while further integrating older persons' concerns into the work of existing mechanisms.¹

We, the Member States, in collaboration with civil society, NHRIs, the UN and older persons themselves, must find a way to address the gaps and inconsistencies through an international legal instrument, an international convention on the human rights of older persons.

This informal contribution gathers some of the main points a convention on the rights of older persons should include. It does not represent a comprehensive compilation but aims to offer the elements for further discussions.

¹ A/HRC/49/70. Normative standards and obligations under international law in relation to the promotion and protection of the human rights of older persons. Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights.

Flexible and dynamic definition of older persons

Ageing and the different stages of life, although correlated with biological processes, are socially determined. Understanding age as a social construct guides human rights discourse on ageing by underlining the agency, autonomy and independence of older persons.² There is no specific age at which a person can or is likely to experience ageism and age-based discrimination. Social, environmental and political barriers, rather than chronological age or intrinsic individual weaknesses, pose obstacles to the enjoyment of human rights by older persons. Therefore, the convention's scope must include **all people subjected to ageism**, discrimination and denial of rights based on their older age.

Overarching principles

Human rights in older age must be grounded in the principles of dignity, equality, non-discrimination, autonomy, independence and meaningful participation.

Older persons have the right to **equality and freedom from discrimination** on the basis of their age or on any other ground, alone or in combination with another ground or grounds. It should consider the intersectional and cumulative effects of discrimination.

Older persons' **autonomy and independence** in all aspects of life should underpin and be affirmed by the convention, including by the inclusion of their right to enjoy legal capacity and equal recognition before the law, to decide about their life plans, support and care, leisure time, property, work, income, finances, place of residence, health and medical treatment or care, and personal relationships, participation in political and public life and in social and cultural activities, among other issues.

At the same time, the concept of autonomy is to be complemented by older persons' independence and consent, including the support to enable their **independent living, full inclusion and participation** in the society, including in the digital sphere, and **affordable and accessible care and support services**.

Lifelong learning, education and skills-building without discrimination are crucial for autonomous and independent lives.

Older persons must be able to live their lives **free from all forms of violence, abuse, ableism, exploitation and neglect**. Due attention should be paid to **awareness-raising** of older persons' rights, capacities and the different forms of violence, abuse, discrimination and neglect they are exposed to and prioritizing older persons belonging to other groups in situations of vulnerability.

Finally, the convention should pay particular attention also to the older person's rights **to access to justice, housing, privacy, and healthy environment**.

References

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Update to the 2012 Analytical Outcome Study on the normative standards in international human rights law in relation to older persons, mars 2021 <https://www.ohchr.org/en/documents/outcome-documents/ohchr-working-paper-update-2012-analytical-outcome-study-normative>

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Normative standards and obligations under international law in relation to the promotion and protection of the human rights of older persons. Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights, A/HRC/49/70, janvier 2022 <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc4970-normative-standards-and-obligations-under-international-law>

Report of the Independent Expert on the enjoyment of all human rights by older persons, Claudia Mahler, on ageism and age discrimination, A/HRC/48/53, août 2021 <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc4853-report-ageism-and-age-discrimination>

² A/HRC/48/53. Report of the Independent Expert on the enjoyment of all human rights by older persons, Claudia Mahler.

L'Assemblée générale de l'AIACE internationale

L'Assemblée générale de l'AIACE internationale s'est tenue en mode virtuel le 27 avril dernier. Une première session le matin a permis d'aborder toutes les questions administratives : adoption du procès-verbal de l'AG de 2022, rapport d'activité de la Présidente, approbation des comptes 2022 et quitus au Trésorier, approbation du budget 2023 et confirmation de la composition du Conseil d'administration.

Ensuite, nous avons eu le plaisir et l'honneur d'accueillir Sir Jonathan Faull, qui a fait un exposé magistral sur le Brexit et les conséquences directes et indirectes pour l'Europe.

Il a abordé les sujets non traités par le Brexit, la situation de l'Irlande, le problème de l'Ecosse, les contrôles aux frontières, the Windsor Framework, le déplacement de la politique extérieure de l'Europe vers l'est, le cœur de l'Europe périphérique devenant l'Allemagne. Selon Jonathan Faull, il faudra au moins 1 ou 2 générations pour envisager un retour du Royaume-Uni dans l'UE.

Il fut bien évidemment aussi question de la guerre en Ukraine, l'UE qui est un projet de paix a dû gérer une guerre.

Il s'en est suivi un débat animé avec les participants.

Vous pouvez écouter l'ensemble de la conférence sur le site de l'AIACE : <https://www.youtube.com/watch?v=2PbwDV3nF04>

L'après-midi a vu se dérouler la réunion avec les représentants des administrations de toutes les Institutions. Un des grands thèmes fut la dématérialisation de la communication (le fameux

« paperless »). Contrairement aux signaux alarmants reçus en amont et visant à la suppression totale de la communication sur papier, la conclusion a été qu'il fallait tenir compte des spécificités de la population des pensionnés : ils ne sont pas tous informatisés et même s'ils le sont, ils ne sont pas toujours en mesure de maîtriser les applications informatiques. Et, sans vouloir généraliser, cette capacité diminue souvent avec l'âge. La conclusion a été qu'il fallait réduire autant que possible le papier et encourager les pensionnés à se familiariser avec les applications informatiques, mais garder la filière papier pour celles et ceux qui en ont réellement besoin et ce aussi longtemps que cela s'avèrera nécessaire. Des initiatives telles que la mise en place d'une délégation par le PMO va dans la bonne direction. Mais il faudra continuer à simplifier l'accès aux applications et le rendre plus convivial.

La DG HR a annoncé qu'une nouvelle interface est en cours de réalisation et a invité l'AIACE à participer à son développement.

L'autre grand sujet fut l'accès aux systèmes nationaux de santé. Dans ce cadre, le PMO a présenté la solution qui a été trouvée en Belgique, à savoir l'insertion d'une nouvelle entité dans la plateforme numérique belge, qui permettra l'envoi direct des notes d'honoraire au PMO ; cela s'appliquera dans un premier temps aux généralistes et spécialistes. Le système devrait entrer en vigueur au début de 2024.

Le troisième thème concernait les pensions : la Commission a publié son rapport sur le fonctionnement du système, dans lequel elle constate qu'il fonctionne et qu'il n'y a pas lieu d'y apporter des modifications. Les économies consécutives aux réformes de 2004 et 2014 se font déjà sentir, mais auront un effort encore plus important dans les années à venir.

The General Assembly of AIACE International

The General Assembly of AIACE International was held in virtual mode on 27 April. A first session in the morning dealt with all administrative matters: adoption of the minutes of the 2022 GA, the President's activity report, approval of the 2022 accounts and discharge of the Treasurer, approval of the 2023 budget and confirmation of the composition of the Management Board.

We then had the pleasure and honour of welcoming Sir Jonathan Faull, who gave a masterly presentation on the Brexit and the direct and indirect consequences for Europe.

He spoke about the issues not covered by the Brexit, the situation in Ireland, the problem of Scotland, border controls, the Windsor Framework, the shift of Europe's external policy to the East, with the heart of peripheral Europe becoming Germany. According to Jonathan Faull, it will take at least one or two generations before the UK can return to the EU.

The war in Ukraine was also discussed, of course. The EU, which is a peace project, had to deal with a war. This was followed by a lively debate with the participants.

You can listen to the whole conference on the AIACE website <https://www.youtube.com/watch?v=2PbwDV3nF04>

The afternoon saw the meeting with representatives of the administrations of all the Institutions. One of the main themes was the paperless communication. Contrary to the alarming signals received beforehand and aiming at the total elimination of paper-based communication, the

conclusion was that it was necessary to take into account the specificities of the pensioner population: not all of them are IT-literate and even if they are, they are not always able to master the IT applications. And, without wishing to generalise, this capacity often diminishes with age. The conclusion was that paper should be reduced as much as possible and pensioners should be encouraged to become familiar with IT applications, but that the paper channel should be retained for those who really need it for as long as necessary. Initiatives such as the introduction of a delegation by the PMO are a step in the right direction. But further work is needed to make access to applications simpler and more user-friendly.

DG HR announced that a new interface was being developed and invited AIACE to participate in its development.

The other major topic was access to national health systems. In this context, the PMO presented the solution that has been found in Belgium, i.e. the insertion of a new entity in the Belgian digital platform, which will allow the direct sending of fee notes to the PMO; this will initially apply to general practitioners and specialists. The system is expected to come into effect in early 2024.

The third topic was pensions: the Commission published its report on the functioning of the system, in which it found that it was working and that there was no need to change it. The savings from the 2004 and 2014 reforms are already being felt, but will have an even greater effect in the years to come.



The EU Staff Fund for a Fair and Sustainable Future



Sybren Singelsma

Member of Europe
Programme Steering
Committee

Being a staff member of the European Institutions is about more than just doing a job, be it policy making or filling in Excel sheets. As a staff member you contribute to the European project, the idea of a Europe of Peace and Prosperity. Being an EU official is a commitment.

With hindsight it is therefore not a surprise that some staff members wanted to do something when Europe was confronted with some big challenges: Climate change, the Covid pandemic and the war in Ukraine.

The EU Staff Fund for a Fair and Sustainable Future was established and AIACE has been involved in, and has contributed to the Fund from its inception. Since spring 2022, while the peak of the pandemic was behind us, focus was shifted from emergency response to longer-term action aimed at promoting a recovery based on the principles of fairness and sustainability. In line with this evolution, the EU Staff Covid-19 Solidarity Response Fund changed its name in EU Staff Fund for a Fair and Sustainable Future.

A total amount of € 1.600.000,- has been collected to date.

The Fund's policy and funding decisions are made by the management committee, which consists of representatives of the EU Staff for Climate, representatives of the King Baudouin Foundation, and is chaired by David O'Sullivan, former Secretary General of the Commission.

The war in Ukraine has led to a special fund raising action. As a new humanitarian crisis began to unfold in Europe, the Fund wanted to offer a means for EU staff to join together to show the collective solidarity with the people of Ukraine. AIACE as an organisation has contributed with € 25.000,- to the Covid response and € 30.000,- for the Ukraine initiative.

While the general fund has a permanent nature, the fundraiser for Ukraine will stay open until there is a need. When the war will end, it will converge under the general fund, offering support to rebuild a liberated Ukraine.



The partnership with the Belgian King Baudouin Foundation and its extensive network has enabled the Fund to quickly channel donations to humanitarian organisations working on the ground in Ukraine, but also in neighbouring countries as communities receive refugees.

To date more than € 450,000 has been collected and some 20 organisations supported.

The Fund is part of the Europe Programme of the King Baudouin Foundation. The European Union faces important challenges, including economic, social, migratory, security and health issues. As a European foundation, the King Baudouin Foundation attaches enormous importance to this European aspect. It supports reflection, platforms for debate, new voices in discussions and the development of solutions for the key challenges, both current and future, which will define Europe's capacity to deliver better living conditions for its citizens.

In order to increase the impact, the KBF works together with over 50 European partner foundations. The EU Staff Fund can therefore rely on the expertise, know-how and network of a well-established European philanthropic organisation ensuring a solid framework. The EU Staff Fund is now also an instrument to promote EU staff – including pensioners – solidarity on a long term basis and in a sustainable way.

For more information on the EU Staff Fund, the King Baudouin Foundation and how you can engage please consult the following websites:

EU Staff Fund for a Fair and Sustainable Future – EU Staff for Climate ([eustaff-4climate.info](https://eustaff4climate.info))

The people of Ukraine need us! – EU Staff for Climate (eustaff4climate.info)

For the Europe Programme of KBS: Europa | Koning Boudewijnstichting (KBS-FRB.BE)

EU Login Ajout numéro téléphone

Vous avez un accès EU Login que vous utilisez régulièrement. Bravo

Vous arrivez bien à vous authentifier par SMS. Tant mieux

Pourtant, il serait opportun d'ajouter à votre compte EU Login un second numéro de téléphone portable comme « back-up » pour y recevoir le code d'authentification. Et ceci pour de multiples raisons, par exemple :

Vous envisagez de déménager dans un autre pays ou vous séjournez régulièrement dans un autre pays dont vous possédez une carte SIM ?

Votre téléphone portable n'est pas tout à fait fiable ?

Le téléphone portable d'un proche est plus facile d'accès ou d'utilisation ?

Votre conjoint ou enfant vous aide parfois à remplir quelques formalités dans les applications en ligne de la Commission ?

Pour toutes ces raisons et probablement d'autres, vous pouvez enregistrer un second numéro de téléphone dans votre compte EU Login de la façon suivante :

- lancez <https://webgate.ec.europa.eu/cas> et connectez-vous, seul votre mot de passe suffira
- Dans le coin supérieur droit de l'écran, cliquer sur la roue à côté de votre nom
- et puis sur « Mon Compte » »
- cliquer sur « Gérer mes numéros de téléphone portable »
- une authentification sera probablement exigée (par SMS ou par le mobile app si vous l'avez installé déjà)
- et ensuite sur « Ajouter un numéro de téléphone portable »
- Indiquer dans la fenêtre le numéro à ajouter dans le format illustré (+32 123 45 67 89) + clic sur Ajouter



- un SMS arrivera sur le nouveau téléphone portable contenant un code challenge de 8 caractères à reproduire dans les 2 cases « Code challenge » à l'écran
- cliquer sur Finaliser.

Vous recevrez confirmation à l'écran et par email que le nouveau numéro a été ajouté avec succès. Et à l'avenir, vous pourrez indiquer l'un ou l'autre numéro pour recevoir le code par SMS pour vous authentifier via EU Login.

Si vous le souhaitez, vous pouvez choisir maintenant d'enregistrer également votre deuxième appareil dans votre compte (cliquez sur « Gérer mes appareils mobiles ») et puis installer le mobile app pour pouvoir vous authentifier plus aisément aussi de votre deuxième appareil. Voir <https://aiace-europa.eu/site-content/uploads/2022/08/GUIDE-RAPIDE-INST-EU-LOGIN-MOBILE-APP.pdf>

Attention pour les quelques « jeunes » pensionnés (qui ont quitté la Commission ou le Conseil depuis 2021) ayant obtenu un EU Login4Life avant leur départ à la retraite, la manipulation se fait uniquement via Sysper Post Activité.

Elle est décrite dans le « GUIDE DE L'UTILISATEUR – EULOGIN4LIFE - MODIFICATION DE L'ADRESSE ET DU NUMERO DE TELEPHONE » du PMO2/Mars 2022. Voir https://aiace-europa.eu/site-content/uploads/2022/08/EULOGIN4LIFE-MODIFICATION-OF-PHONE-NUMBER-EMAIL-ADDRESS-user-guide-FR_version_21_03_22.pdf.

Contrairement aux recommandations, il ne faut pas désactiver ou annuler votre ancien numéro.

EU Login Add telephone number

*You have got your EU Login access, and you use it regularly? **Well done!***

*You log in by SMS without any problems—**All the better!***

However, you might want to consider adding a second mobile phone number to your EU Login account as a back-up to receive the authentication code. This could be particularly useful if for instance.

you are planning to move to another country, or you are regularly staying in another country and have another mobile number there?

your mobile phone is not always reliable?

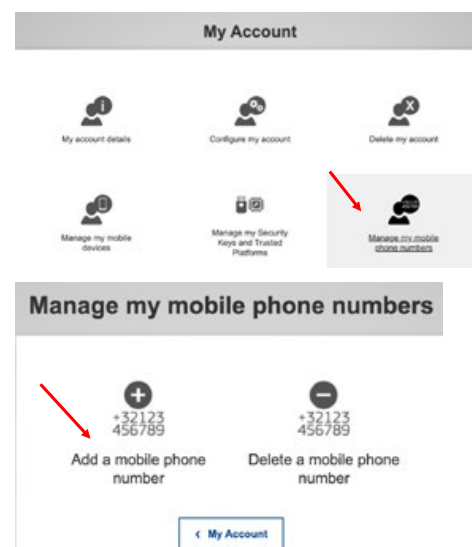
you would sometimes like to use the mobile phone of another person who is close to you?

your spouse or child sometimes helps you with the EU Login formalities?

For all these reasons and probably others, it might be useful for you to register a second phone number in your EU Login account. You do it as follows:

- launch <https://webgate.ec.europa.eu/cas> and log in (with just your email and password)
- In the top right corner of the screen, click on the wheel next to your name.
- and then on « My Account » »
- click on « Manage my mobile phone numbers».
- You will now usually be asked to authenticate again (this time by text message or by the mobile app, if you already installed that)
- click on « Add a mobile phone number».
- enter the mobile number you wish to add, using the format shown (+32 123 45 67 89) and click Add.
- A text message will arrive on the mobile number you just added. It will contain an 8-character “challenge code” to be entered in the two boxes on the screen.
- Click on “Finalise”.

You will receive confirmation on screen and by email that the new mobile number was successfully added. **From now on, you choose each time on which number you want to receive the text message code when you have to authenticate via EU Login.**

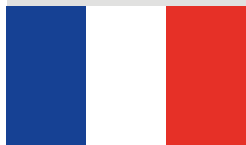


If you wish, you may now choose to also register your second device in your EU Login account (click on “Manage my mobile devices”) and then install the “EU Login Mobile App” to be able to authenticate more easily from your second device. See <https://aiace-europa.eu/site-content/uploads/2022/08/QUICK-GUIDE-INST-EU-LOGIN-MOBILE-APP.pdf>.

Please note that if you are a “young” pensioner who left the Commission or the Council after 2021 and was issued with an EU Login4Life before your retirement, the procedure can only be done in SYSPER Post Activity.

It is described in the “USER GUIDE–EULOGIN4LIFE–MODIFYING THE ADDRESS AND TELEPHONE NUMBER”. See: https://aiace-europa.eu/site-content/uploads/2022/08/EULOGIN4LIFE-MODIFICATION-OF-PHONE-NUMBER-EMAIL-ADDRESS-user-guide-EN_version_07_03_22.pdf.

Contrary to the official recommendations, it is **NOT** necessary to deactivate or delete your old number. Each time you log in, you choose freely which number you wish to use.



Assemblée Générale AIACE France 2 Avril 2023 Nantes

Balades nantaises



Jean-Pierre
Pétillon

Un programme culturel et touristique chargé a été concocté pour les bénévoles en formation à Nantes et pour les participants à l'assemblée générale annuelle de l'AIACE-France.

Visites de Nantes

Dimanche 2 avril, deux visites étaient proposées : la visite du vieux Nantes et celle des Machines de l'île.

Découverte de la topographie de la ville qui a changé suite à d'importants travaux effectués de 1926 à 1946 : des bras de la Loire ont été comblés et le cours de

l'Erdre a été dévié. Les visiteurs ont pu admirer d'anciennes maisons d'armateurs ayant fait fortune dans le commerce triangulaire.

Passage Place du Bouffay où se situait l'ancienne prison de Nantes. Elle était à l'époque en plein centre-ville, au bord de la Loire, tout comme le Château. Elle a disparu au 19^e siècle.

Découverte du Château des Ducs de Bretagne si cher à Anne de Bretagne qui fut deux fois reine de France après ses mariages avec Charles VIII et Louis XII.

Désormais le Château appartient à la ville de Nantes. A l'intérieur, le logis restauré permet d'organiser des expositions. Le Château abrite le musée de Nantes.

La cathédrale St Pierre est fermée depuis le 18 juillet 2020 suite à un incendie criminel qui a entièrement détruit l'orgue datant de 1620.

Après la place Royale, nous avons traversé le « Passage Pommeraye » qui porte le nom du notaire qui l'a fait édifier en 1843.

Un groupe a pu visiter le site des Machines de l'île, voir évoluer le Grand Éléphant et monter sur le Carrousel des Mondes marins. Autant d'étranges créatures sorties de l'imagination fertile des concepteurs de ces machineries qui réalisent actuellement un héron géant.

Le dîner-croisière sur l'Erdre

Après l'Assemblée générale et la visite de la ville quoi de plus normal que d'avoir envie profiter d'un bon dîner.

Nous étions 81 à embarquer sur Hydramour vers 20H30 pour remonter l'Erdre en direction de Sucé-sur-Erdre. Les passagers ont pu admirer les manoirs et autres domaines éclairés par les projecteurs du navire. Retour à Nantes peu avant 23h00 et retour vers l'hôtel par le tram ou à pied pour les plus courageux.

Les Chantiers de l'Atlantique

Le lundi 3 avril, le guide des Chantiers a fait pénétrer notre car sur le site du parc à tôles. Les pièces y sont découpées avant

d'être soudées. Elles sont montées à l'envers et ne sont retournées par l'un des immenses portiques que pour trouver leur place définitive sur la coque en construction. Les plus grands paquebots sont construits dans une cale géante double (900 mètres de long).

Lors de la visite, le MSC Euribia était en cours de finition dans le bassin d'armement. Les Chantiers de l'Atlantique reçoivent régulièrement de nouvelles commandes. D'ici peu le chantier posera la première tôle du futur porte-avions nouvelle génération français.

Le gigantisme ayant donné le vertige à nos visiteurs, ils sont redescendus sur terre avec la visite de Terre de Sel.

Le sel de Guérande

Les marais salants constituent un écosystème rare. Ils ont failli disparaître dans les années 70 à cause de la « bétonisation » du littoral et aussi en 2010 quand la tempête Xynthia a emporté une digue de protection. La coopérative Terre de sel garde la maîtrise du prix de vente du sel en stockant les récoltes excédentaires. Le travail des paludiers consiste à faire cheminer l'eau de mer dans les différents bassins pour augmenter la concentration de sel dans l'eau jusqu'à pouvoir récolter la fleur de sel.

Avant le retour vers Nantes, nous avons fait une rapide halte dans la cité médiévale de Guérande.



Michèle Thozet, Brigitte Soudier et Jacques Babot

Séminaire de formation des bénévoles

Nantes 31 mars/1er avril 2023

Comment faire une prise en charge ? Dans quels cas demander une autorisation préalable ? Quels formulaires remplir pour une aide à domicile ? Autant de questions auxquelles il n'est pas toujours facile de répondre pour les adhérents, les plus âgés notamment ! D'autant plus que lorsque l'on est confronté à une hospitalisation d'urgence ou à l'annonce d'une maladie grave, il est humain de ne pas vouloir s'encombrer de paperasse !

C'est pourquoi l'AIACE France a organisé à Nantes, les 31 mars et 1er avril, un séminaire de formation de bénévoles qui pourront répondre à ces questions à la place des adhérents. Ce Séminaire, qui a succédé à deux précédents organisés à Nice en 2013 et à la Rochelle en 2016, était particulier car essentiellement axé sur la connaissance des procédures RCAM et la dépendance.

C'est ainsi que 26 bénévoles qui n'avaient jamais suivi de formation, ont « planché » pendant un jour et demi sur les procédures RCAM. Michèle Thozet,



coordinatrice des bénévoles en France, a rappelé l'origine du bénévolat : un accord de partenariat sur les actions sociales en faveur des pensionnés signé le 29 février 2008 entre la Commission et l'AIACE Internationale. Elle a rappelé l'histoire du bénévolat qui a débuté en 2003 en Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Après une description succincte de la structure et du fonctionnement de la section France de l'AIACE, le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) a été présenté par Jean-Pierre Pétillon et Isabelle Tranchant.

Brigitte Soudier a présenté tout l'éventail des procédures à connaître pour être un bénévole efficace : l'autorisation préalable, la prise en charge et, si celle-ci n'est pas possible, l'avance de frais et des notions plus complexes comme le remboursement spécial au titre de l'art 72, para 3 du Statut, les cas d'excessivité et les pays à médecine chère.

Nous allons de plus en plus vers la digitalisation des procédures RCAM et des relations en général avec le PMO, même si l'AIACE insiste pour conserver autant que possible la procédure « papier » afin de protéger les plus fragiles d'entre nous. Martine Platteau-Guillaume, venue de Bruxelles, nous a expliqué comment naviguer dans les dédales du RCAM en ligne, poser une question sur STAFF CONTACT, chercher son certificat de vie sur SYSPER.

La matinée du 1er avril a été consacrée à la dépendance, sujet qui nous concerne de plus en plus car nos collègues vieillissent et nous devons penser à les accompagner lors de l'entrée en EPHAD ou leur donner toutes les informations nécessaires s'ils souhaitent se maintenir à leur domicile. Isabelle Tranchant a présenté toutes les procédures à connaître si l'on engage des infirmiers et du personnel à domicile en général. Elle a présenté l'ensemble des services à disposition des personnes âgées en France ainsi que les remboursements accordés selon que l'on est affilié au RCAM ou à la sécurité sociale française. Un point a été également fait par Jean Guégan sur l'état des structures destinées aux personnes âgées en France.

Nous avons pour la plupart notre domicile fiscal en France et nous devons connaître les règles qui s'appliquent à nous dans le domaine fiscal car nous avons une situation particulière comme retraités des institutions européennes : Jacques Babot et Marie-Claude Blin nous ont rappelé les procédures à connaître dans ce domaine.

Nous sommes maintenant 66 bénévoles en France et il nous revient de faire vivre le bénévolat : la mise en réseau entre bénévoles/délégués régionaux et coordinateurs/ ambassadeurs sera activée pour aider le mieux possible nos collègues et résoudre des cas plus complexes en bénéficiant de l'expérience des uns et des autres. Dans ce contexte, le réseau TEAMS nous sera bien utile pour échanger régulièrement et aussi pour organiser des réunions.



Jörg Doutlik



Feier zum Europatag im österreichischen Parlament



Neujahrsempfang im Haus der EU



Vortrag zu Russlands Angriffskrieg

Es ist wieder einmal so weit, einen Kurzbeitrag über die Ereignisse in unserer Sektion von AIACE zu verfassen. Mit der inzwischen erfolgten Gründung der AIACE-Sektion in unserem Nachbarland Tschechien haben wir unseren Status als jüngste Sektion verloren – es war auch höchste Zeit! Wir wünschen unseren Kollegen in Tschechien alles Gute für ihre Vereinstätigkeit und stehen auch gerne für Nachbarschaftshilfe bereit! Willkommen Nachbarn – Vitame vas, sousedne!

Bei unserer Gründung vor mittlerweile zwölf Jahren (!) zählten wir 35 Mitglieder. Heute halten wir bei stolzen 142 Mitgliedern. Besonders in den letzten Monaten verzeichneten wir einen starken Zuwachs. Unsere wichtigsten Themen sind unverändert die Unterstützung unserer Mitglieder im Umgang mit unseren Anlaufstellen in den Institutionen und bei nationalen Behörden, die Pflege unserer Kameradschaft durch Veranstaltungen, Veröffentlichungen und Informationen sowie die Verbreitung eines Europaverständnisses in der Bevölkerung durch verschiedenste Initiativen.

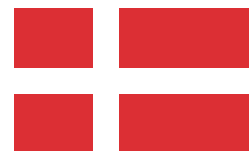
Zu ersterem ist besonders unsere Bemühung um eine bessere Stellung von uns als EU-Versicherte im nationalen Gesundheitssystem hervorzuheben. Leider gibt es nach wie vor keine Entscheidung des österreichischen Obersten Verwaltungsgerichtes über unsere diesbezügliche Klage – die Mühlen der Justiz mahlen offenbar besonders langsam!

An Veranstaltungen konnten wir im Jänner einen Vortrag des Stellvertretenden Leiters der EU-Vertretung, Wolfgang Bogensberger, samt anschließender Diskussion zum Thema „Angriff Putins auf die Ukraine – wie kann Russland dafür zur Verantwortung gezogen werden“ organisieren, bei dem wir über 40 Mitglieder samt Angehörigen begrüßen konnten! Im Anschluss daran fand im Haus der EU ein Neujahrsempfang in geselliger Runde statt. Anfang Mai konnten wir bei schönem Wetter den zweiten Teil unseres Rundganges zu den Statuen im Schlosspark von Schönbrunn durchführen.

Unsere heurige Generalversammlung vom 6. bis 10. Oktober in Bregenz ist bereits durchorganisiert und die Einladungen sind verschickt. Wir hoffen auf zahlreiche Teilnahme, interessante inhaltliche und touristische Eindrücke sowie gesellige Runden! Auch die Neuwahl des Vorstandes unserer Sektion steht an.

In den Berichtszeitraum fällt auch der heurige Europatag. Die politischen Repräsentanten Österreichs vom Wiener Bürgermeister über den Bundeskanzler bis zum Bundespräsidenten waren diesmal bei einigen hochkarätigen Veranstaltungen, organisiert vom Haus der EU, anwesend und haben sehr eindrückliche Worte über die Notwendigkeit von mehr Zusammenarbeit und stärkerem Auftreten der EU gefunden. Die Medien haben diesen Tag leider wieder einmal weitgehend ignoriert.

Alles Gute, Gesundheit und hoffentlich auf baldiges Wiedersehen bei einer unserer Veranstaltungen!



Finally getting together again

Eva Dudzinska

AIACE-Danmark now has just under 500 Members, and we have had a busy winter: After our Christmas Lunch, which attracted over 100 lively guests, we organised a visit to the Synagogue in Copenhagen, which dates from 1833 and is one of the most beautiful in Europe.

In March, we visited the Danish Folketing. After a delicious early dinner at the local restaurant, the 'Snaps Ting', we were treated to an evening tour of the Parliament and all the artworks on show. The timing allowed us to visit also the meeting rooms of the Political Groups and various committees, and we learned many interesting things from our very informative guide.

At the end of April, we held our General Assembly, which was a 3-day affair as usual. On the day of arrival, we dealt with the business part, and once that was behind us, we could get down to socialising and exploring the area! Every year, we try to find an interesting location in a different part of the country, and even a small country like Denmark has lots of hidden gems. This year we visited Thy by the North Sea in Northern Jutland. It is famous for its strong winds, which make the area very popular with surfers ('Cold Hawaii'). It is said that the area has strong winds for 300 days a year - the rest of the time it is blowing a gale! However, the weather did not deter us, we had a full programme for the day and an excellent guide to show us around. We did not try surfing, but after visiting various exciting spots in the area, we ended up with a tour of Østerild, where the weather conditions have enabled Vestas to set up the world's largest Testcenter for Sea Windmills - on land! The tallest windmill on show was 260 meters to the tip of the wing, or about as tall as the Eiffel Tower! The 70 participants all enjoyed the trip, the company and the amazing food, and we are already planning where to go next year!

We have more excursions planned for the coming months and are currently assessing whether to organise a third EU Login course late summer to help more pensioners - and their spouses - to become more confident in using the Commission's online facilities. With the ever-increasing price of postage and the ever-decreasing level of service of the Danish postal system, the online facilities are becoming more tempting for those pensioners who are already accustomed to using the internet for other things.

Denmark is already very heavily digitalised - it introduced its own national version of EU Login (called 'MitID') a long time ago. The first version came into use in 2010, and every citizen in Denmark who is over 15 years old must have it (and use it), just as they are obliged to have a 'digital letterbox' for all important post from the authorities, banks, insurance companies etc., unless they can provide documentation that they are not capable of handling it. Everything in Denmark is done online. Prescriptions went digital many years ago, it is almost impossible to declare a change of address 'on paper', and post offices have disappeared, as virtually all mail is delivered electronically. Paper post is now delivered roughly every 5 days, and postal services are running at a loss due to a lack of post.

Although the increased digitalisation is convenient for the IT literate, older pensioners are finding it difficult and need more help negotiating the electronic world. Some pensioners are lucky enough to know an 'It Wizard' they can call on in case of need, but many don't. AIACE tries to fill the gap, but if the Commission wants to further increase the number of pensioners using their online facilities, more physical help will no doubt have to be provided to those pensioners who need it.

Bastiaan Van Helden

AIACE Netherlands met on 21 and 22 April 2023. Venue this time was the city of Rotterdam, widely known for its important port facilities. And the port was exactly the focal part of the traditional social/educational element of the Annual Meeting.

The participants met with the Port Authority which highlighted the economic importance of the Port of Rotterdam, providing jobs for some 580,000 people. The port has a vast hinterland stretching far to the south-east into Germany and beyond. Rotterdam is still the biggest port in Europe but over the past two decades has lost its first place in world ranking to a number of ports in East Asia. Expansion no longer comes first; the most important current challenges are sustainability and climate.

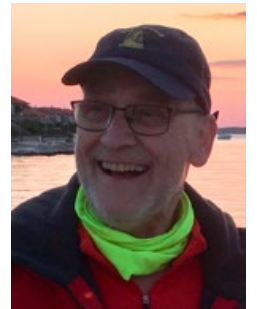
The keynote address at the actual meeting was delivered by Caroline Nagtegaal MEP. In her discourse she highlighted the new realities facing the EU and made special reference to Brexit and Russia. Integration is now even more important than ever. This also includes Ms. Nagtegaal's special expertise in transport and logistics. During the meeting, ample attention was also paid to the successful integration of the sickness insurance (JSIS) into the Netherlands' national system.

The AIACE NL Annual meeting was attended by some 100 of its current 386 membership. It (again) was a perfect mix of social experience and content for its members.





Vie de l'AIACE



Hendrik Fehr

Stammtisch Nord

Nach mehrmaliger Teilnahme am Stammtisch Berlin hat Andreas Krüger 2019 einen neuen Stammtisch in Hannover gegründet. Als dann mehrere Teilnehmer aus Hamburg zum Stammtisch-Treffen nach Hannover angereist sind, wurde beschlossen, ein zweites Standbein in Hamburg zu etablieren. So entstand im ersten Corona-Jahr 2020 der Stammtisch Nord in seiner jetzigen Form. Im Prinzip finden die Treffen zweimal im Jahr abwechselnd zwischen Hamburg und Hannover statt, aber da unsere Mitglieder im gesamten norddeutschen Raum verteilt sind, haben wir mithilfe Kollegen vor Ort bisher auch je ein Treffen in Stade und in Bremen organisiert. Bedingt durch die lange Anreise für viele Teilnehmer, beginnen die Treffen mit einem gemeinsamen Mittagessen, währenddessen wir neue Kontakte knüpfen und bestehende vertiefen können. Wichtig ist auch der Aspekt Erfahrungsaustausch über Fragen zur Krankenkasse und andere behördliche Angelegenheiten. Am Nachmittag besuchen wir dann gemeinsam eine Ausstellung oder machen eine Stadtführung. Wir haben keine festen Termine, aber die Treffen werden rechtzeitig auf der Webseite der AIACE Deutschland und per E-Mail an die Mitglieder angekündigt. Interessierte Gäste sind zu unseren Treffen herzlich eingeladen.

Organisation Hamburg: Rosemary McLaren, E-Mail rsmclaren@t-online.de
Hannover: Andreas Krüger



Alan Huyton

Webmaster@aiace.uk

After two years of lockdowns, restrictions and sensible caution, AIACE UK organised a general meeting for its members last Autumn in the North-Eastern city of Newcastle-upon-Tyne. About 30 enthusiastic members made the journey and for some this meant long and rather expensive train journeys. Others joined us on Zoom in our first attempt at a hybrid meeting. This went quite well and happily enabled our excellent speaker, Michael Clarke, an expert on Ukraine and foreign affairs, to join us despite a last minute diagnosis of Covid.

As it has been some time since we reported to Vox, I thought you might like to know who is doing what in AIACE-UK, and maybe readers will recognise some former colleagues and friends. The new Committee is chaired by Tom Kennedy, with Bob Hull as Vice Chair. Alan Huyton is Secretary and John Wiggins continues as Treasurer. Belinda Pyke is responsible for Vox and our quarterly newsletter, Connect. The Committee enjoys the expertise of Michael Hocken (JSIS) and Martin Clegg (Pensions). These two heavyweights, figuratively speaking, make an important contribution to AIACE International. They are now joined by John Claxton (JSIS), Pernille Andersen (Pensions), Brian Porro (IT matters, until April 2023) and Louise Overbury (Survivors). Last, but perhaps most importantly are our membership team, who do superb work, Jane Cornelius and Emanuela Savoia. This year, we were very pleased that the newly retired Gail Kent will bring her experience and expertise to the Committee and she was rapidly co-opted.

Like all AIACE branches, we face the growing problems of communication with PMO on all sorts of issues, from JSIS claims to the death of a spouse. The loss of the email communication and a new focus on systems that depend on EU Login is a real source of concern as we all know that for many the login process is difficult and ill adapted to our needs. Our Committee members spend a lot of time helping out individual cases.

We are looking for more volunteers, to help with different aspects of our work. It can be very rewarding and certainly allows us all to 'give something back' as well as help our colleagues who need it. The Brexit fiasco means, among other things, that we are getting fewer new members, for a variety of reasons, and we will need to look at this as time passes and we all get older.

While many of our members understandably live around London, a unique cosmopolitan part of the country, others enjoy the pleasures of the countryside or smaller towns. Some of our regional groups remain very active. In Southern England, a new group in Surrey and Sussex led by Richard Hay and Martin Clegg is active in informing members of developments. In Kent, Pernille Andersen and Brian Porro have revived the group following many years of leadership by Andrew Headey. The Oxford Group has also changed hands and is fortunate to have Belinda Pyke as their new coordinator.

Finally, I should mention our recent discussions on the question of social care, a subject which is probably close to all our hearts as we and our spouses get older. In January the Committee enjoyed an excellent presentation from Dame Philippa Russell, an AIACE member, a carer herself and whose work and knowledge is evident from her roles as Vice-Chairperson of Carers UK and in the Department of Health and NHS England. This article gives more detail about Philippa's remarkable life and contribution.

As in many countries, care for the elderly is becoming an expensive problem. In the UK, there are now shortages of staff and nursing homes as well as public finance. We are fortunate to have the possibility of support under JSIS for the costs of care but we felt that we could do more as an organisation to provide information to members. Our new Committee member, Gail Kent, has volunteered to coordinate this work.



*José Frederico
Soares*



PORTUGUÊS E JAPONÊS – MITO E REALIDADE

A relação começou quando os primeiros portugueses chegaram a terras do Japão em 1543. Aportaram primeiro à ilha de Tanegashima, e depois passaram a utilizar o excelente porto natural que é a longa e estreita baía de Nagasaki, onde a pequena aldeia aí existente cresceu e se transformou na cidade portuária do mesmo nome. Mas a história é bem conhecida e não a vou aqui repetir.

A relação entre as duas línguas, porém, é menos conhecida mas não menos interessante. É que as duas se conhecem desde há muito tempo e durante anos até foram bastante amigas.

Os interesses do comércio e da evangelização logo conduziram à necessidade de comunicação e, portanto, do conhecimento recíproco das duas línguas.

De que os portugueses tomaram a dianteira neste campo, nomeadamente os frades jesuítas muito interessados

na evangelização dos japoneses, temos nós ainda hoje provas conclusivas dos notáveis resultados alcançados.

O missionário jesuíta português João Rodrigues compilou em 1603 o Vocabulário da Lingoa de Iapam (日葡辞書 Nippo jisho)¹, que foi o primeiro dicionário de japonês para uma língua viva europeia. E em 1604 escreveu a magnífica Arte da Lingoa de Iapam (日本大文典 Nihon daibunten)², a primeira gramática da língua japonesa (1604). Esta é a gramática japonesa mais antiga existente, e é uma referência valiosa sobre o japonês medieval.

A par das coisas que com os japoneses comerciámos e das ideias que com eles trocámos, lá foram também, claro, as palavras que denotavam as coisas novas. Como sempre acontece nessas ocasiões, eles aproveitaram a oportunidade e ficaram com elas. Muitas delas ainda hoje lá estão, nas conversas correntes. Outras caíram em desuso, pois as coisas que denominavam também passaram à história.

¹ http://clp.dlc.ua.pt/Publicacoes/Vocabulario_Lingoa_Japam.pdf

² https://archive.org/details/bub_gb_NwnUAAAMAAJ/page/n1

Das que ficaram, algumas são muito úteis e interessantes: ³

- bīdoro (ビードロ) – que designa o vidro soprado; actualmente 硝子 garasu (do holandês glas) e グラス gurasu (do inglês glass);
- botan (ボタン/釦/鈕) – botão;
- furasuko (フラスコ) – frasco;
- igirisu (イギリス) – inglês; actualmente igirisu (イギリス/英吉利) designa Inglaterra, Grã-Bretanha, Reino Unido;
- karameru (カラメル) – caramelo;
- karuta (かるた/歌留多) – carta (de jogar);
- kasutera (カステラ) – (pão-de)-Castella, pão-de-ló;
- koppu (コップ) – copo (de vidro);
- manto (マント) – manto;
- marumero (マルメロ) – marmelo;
- oranda (オランダ) – Holanda;
- orugan (オルガン) – órgão (instrumento);
- pan (パン) – pão, produtos de panificação;
- tabako (タバコ/たばこ/煙草) – tabaco;
- tenpura (天ぷら/天麩羅/天婦羅/天麸羅) – modo de cozinhar durante a(s) tēmpora(s) de quaresma (ad tempora quadragesimae) ⁴

Entre as que não ficaram contam-se, por exemplo, bateren (padre), iruman (irmão, missionário), kandeya (candeia), kapitan (capitão), kirishitan (cristão) [actualmente kurisuchan, do inglês christian], kurusu (cruz), sabato (sábado).

Mas há outras ainda (e as suas coincidências) que deram origem a muitas fantasias. Obrigado/arigatō é a mais teimosa.

A este respeito, um bocadinho de modéstia fica-nos bem. Fomos os primeiros “bárbaros do Ocidente” a chegar ao Japão e levámos muita coisa na bagagem. Durante algum tempo, as trocas e os contactos correram bem e deixámos lá ficar usos e novidades por meio dos produtos comerciados – religião, comidas, armas de fogo...

Por entremeio, certas palavras, como já vimos. Mas uma, de certeza, não deixámos – “obrigado”.

É que eles já tinham boas maneiras desde há séculos e já tinham um grande desenvolvimento de cultura e civilização. Não admira, com a vizinhança tão próxima do Império do Meio, não podia deixar de ser. Da China veio religião, escrita, poesia, urbanismo, tentativas de invasão, e muitas coisas mais.

Quando nós chegámos, já eles tinham alcançado cinco séculos atrás a obra prima literária que muito haveria de influenciar as gerações vindouras – O Romance de Genji. A nossa obra prima só viria a ser publicada 30 anos depois deste primeiro encontro...

Com um tão longo passado de civilização e boas maneiras, não há a mínima dúvida de que os Japoneses já conheciam os conceitos de gratidão e boas vindas e, portanto, de que já tinham palavras para os exprimir. Nomeadamente, o adjectivo/predicativo 有り難い/ありがたい arigatai e o advérbio 有り難く/ありがたく arigataku, que significam “agradecido/bem-vindo”. ⁵

³ Lista não exaustiva.

⁴ A origem deste termo em tempêro não está documentada, nem é lógica. Se fosse o caso, o termo teria sido facilmente importado para japonês com outra escrita e outra acentuação: テンペール tenpêru.

⁵ O japonês utiliza 3 sistemas de escrita: caracteres chineses (kanji) e caracteres japoneses (hiragana e katakana). Os caracteres kanji e hiragana são utilizados em separado e em conjunto para escrever as palavras japonesas, os caracteres katakana são actualmente usados para as palavras de origem estrangeira, ou para efeitos estilísticos, como as onomatopeias ou o nosso itálico.

As palavras estrangeiras importadas há muito tempo, quase sempre do chinês, são escritas com *kanji*, o que denota a sua antiguidade e origem. Mas isto também sucede com algumas palavras importadas do português e do holandês, que são as línguas ocidentais há mais tempo em contacto com o japonês.

Etimologia de arigatō (有り難う／有難う／ありがとう)

Arigatō provém de ありがたく arigataku, que é a forma adverbial do adjetivo ありがたし arigatashi em japonês antigo/clássico.

O adjetivo arigatashi é formado pelo radical 有りari do verbo 有るaru, “ser/existir”, + 難しkatashi “difícil”.

Arigatashi é documentado pela primeira vez na literatura do século VIII. O significado original de “difícil de ser/existir” passou depois a “raro, especial”, e durante o século XV passou a “bem-vindo, agradecido, é bom de ter”. Este significado ainda perdura hoje:

この天気はありがたいね。Kono tenki wa arigatai ne. – “Este tempo é bem-vindo, hmm?”

Pela típica sonorização da consoante surda inicial do segundo componente da palavra, katashi muda para gatashi.

Em japonês moderno, estes adjetivos de tipo -i passaram a ter a terminação -ki para a forma de adjetivo e -ku para a forma de advérbio. Porém, a consoante intermédia /k/ caiu durante o período Muromachi (1336-1573), tanto para a forma de adjetivo (-ki passou a -i) como para a forma de advérbio (-ku passou a -u).

Depois disso, a terminação do advérbio reverteu de -u para -ku na maior parte dos casos, mas a terminação -u manteve-se em certas expressões quotidianas, de uso muito frequente, como os equivalentes de “obrigado”, “bom dia” ou “parabéns”.

Deu-se portanto a seguinte evolução:
/arigataku/ → /arigatau/ → /arigatoː/

E hoje em dia temos a expressão corrente:
有難うございます／ありがとうございます
arigatō gozaimasu

“(Fico) obrigado, (estou) agradecido”

A Internet é um inestimável repositório do conhecimento humano, e permite-nos aprofundar este tema, aproveitando todos os tesouros que acumula.

Mas também é “caixote de lixo” e repositório lamentável de falsos conhecimentos, e exige-nos portanto uma cuidadosa navegação e busca por entre todos os detritos que acumula.

E, como não podia deixar de ser, também contém numerosas “entradas/páginas” que falam das palavras portuguesas importadas para a língua japonesa, mas a maior parte delas não são sérias:

Ou apenas se repetem entre si, como sucede com as listas de palavras importadas do português para o japonês, ou perpetuam fantasias como a suposta origem de arigatō no “obrigado” português, ou, pior, expressam erros grosseiros como a suposta importação da contracção brasileira “né” (“não é”) para a língua japonesa (partícula ne), com base na coincidência da sua pronúncia e articulação.

Fizemos uma pequena viagem de comparação entre as línguas portuguesa e japonesa. Que esta janela agora aberta seja incitamento para descobrir muito mais aspectos do país do Sol Nascente, com quem tivemos há 5 séculos atrás uma relação tão intensa e importante.



*Maruja
Gutiérrez*

Estepona is a beautiful village on the Malaga coast. It is called the garden of the coast, as it has, according to the municipal services, one million flowers along its streets and promenades. Walking them, one feels that maybe it is not one million, but two. It is really amazing.

And as strong as its love for flowers is its love for Europe. José María García Urbano, the Mayor (the most voted mayor in Spain) is a convinced European, and he and his team provide great support to the celebration of the Day of Europe. This year it has been the third time that AIACE-Spain participates in the celebration. Each year it is bigger and best.

Five of us have been two days talking at schools at all levels, from primary to junior high school. I myself was at two schools, and I was impressed by the interest of children – which owes a lot, of course, to the quality of their teachers. This was our general reflection – the quality of education these children are getting will make them better people and better Europeans.

Then we all went to the Plaza de Europa, where the Mayor, “aided” by some thirty or forty children, raised a giant European flag, to the sound of the European anthem. A very happy and moving moment.

In the afternoon, our President, Joaquín Díaz Pardo, together with a representative of the Movimiento Europeo Español and with a representative of DG Education, Youth, Sport and Culture, led a debate on “Enseñar Europa, Vivir Europa” (Teaching Europe, Living Europe). Many of the teachers involved in the celebration attended the event, which was very animated and positive. An excellent celebration!



Professeur Eric Boulanger
Editions Odile Jacob

Je décide de bien vieillir

Je ne résiste pas à l'envie de partager avec vous quelques enseignements tirés de la lecture de cet ouvrage.

Vieillir bien comme un nouvel art de vivre ... Publié aux Editions Odile Jacob, ce qui constitue à coup sûr un gage de sérieux, ce livre très pédagogique est facile et amusant à lire et s'adresse en réalité à toutes les générations.

Le résumer n'est pas facile, mais je voudrais mettre en exergue quelques points essentiels que j'en ai retenus.

Il y a trois manières de vieillir, dépendant, fragile ou robuste

La dépendance correspond au stade le plus grave du vieillissement, elle est difficilement réversible si elle a duré quelques mois et correspond à vieillissement non réussi.

La fragilité, état intermédiaire entre dépendance et robustesse est difficile à dépister et à repérer. Elle représente un enjeu majeur, car elle est potentiellement réversible. Sa définition n'est pas assez précise, mais elle comprend néanmoins 5 critères: perte de poids volontaire, sensation subjective d'épuisement rapporté par la personne elle-même, diminution de la force musculaire, vitesse de marche lente (plus de 4 secondes pour parcourir 4 mètres) et activité physique réduite ou quasi-sédentarité.

La robustesse, c'est ça le vieillissement réussi. C'est un individu vieillissant qui préserve de bonnes capacités physiques et mentales lui permettant d'être autonome et socialement actif. Le vieillissement ne doit plus être subi, il faut mettre toutes les chances de son côté pour rester robuste longtemps et avoir une espérance de vie en bonne santé la plus longue possible.

Le vieillissement actif pour un vieillissement réussi et donc au centre de ce livre et répond à la question «comment rester robuste».

Ce qui est intéressant, c'est qu'il est possible de changer ses comportements à tout âge. L'activité physique est la clé de voûte du vieillir bien, mais doit être intégrée dans une vision globale aux côtés de l'activité cérébrale, la qualité du sommeil, les interactions sociales et l'alimentation.

Une activité physique ne veut pas dire activité sportive. Nous sommes quasiment tous conditionnés à devoir pratiquer du sport pour être bien. C'est faux, d'ailleurs les athlètes, les grands sportifs ne vieillissent pas bien.

Mais bouger est bon et protège le cerveau du vieillissement. Il est aussi important de sortir de sa zone de confort, d'apprendre et se challenger régulièrement, lecture, mots croisés, jeux de société, interagir avec les autres. Il faut aussi normaliser son état nutritionnel en se faisant plaisir, s'assurer d'une vue et d'une audition optimale.

En conclusion, comme l'écrit le professeur Boulanger, «par la prévention qu'elle embarque, l'activité physique, et non le sport, est au centre du vieillissement réussi avec comme passagers l'activité cérébrale, les interactions sociales, l'alimentation adaptée et le plaisir... tout en gardant une vue une audition et un sommeil de qualité. C'est certain il n'y a pas d'âge pour bien vieillir».

Et pour finir, un peu d'humour ... selon le Professeur Boulanger à propos de l'alimentation

«A partir de 65 ans, avoir de bonnes «fesses» pour une femme et un petit «bidon» pour un homme est une assurance de vie».

Bel été à toutes et tous



In Memoriam

Pedro Solbes Mira

Pedro Solbes que nos ha dejado recientemente es de esos políticos de formación técnica que han servido a la Cosa Pública, la española y la europea en momentos muy significativos de España y de Europa.

Mucho se ha dicho de él y de su laboriosa vida como sobresaliente servidor público -¡esa noble actividad!- en los obituarios que siguieron a su fallecimiento en marzo pasado. Junto a ello me permito recordar lo que en la ceremonia del XX aniversario de la AIACE España, en el que nos acompañó junto a José M^a Gil Robles, expresidente del Parlamento Europeo, también tristemente desaparecido poco antes, dijimos de él: Pedro Solbes había sido todo, cuando nos referíamos a Europa y a aquella España que aspiraba a Europa y, después, ya en ella. Desde el acuerdo del 70, con el embajador Ullastres, pasando después por “Trinidad”, luego Secretario de Estado para la CEE, Ministro de Agricultura, Pesca y Alimentación, miembro de la Comisión con cartera tan relevante como la de Asuntos económicos, Vicepresidente del Gobierno y Ministro de Economía.

El tiempo pasó para todos y Pedro Solbes ya jubilado siguió activo europeamente hablando y humanamente y para su familia y amigos. Y también para AIACE España. El fallecimiento de Pedro nos ha afligido de modo muy particular a los que formamos parte de AIACE.

Además del sincero afecto personal, que él siempre se ganaba sin buscarlo, guardaremos la memoria de quien supo acercarse a nosotros con la sencillez que caracteriza a los caballeros y de quien colaboró con nosotros con generosidad.

Hace solo unos años, le entregamos la medalla de oro de nuestra asociación con motivo de nuestro XX aniversario. En esa ceremonia hizo un interesante recorrido de esa Europa vivida y a la que tanto contribuyó. España y Europa le deben mucho. Y nosotros también y eso queremos testimoniar con nuestro mejor recuerdo y cariño del que queremos aquí dejar constancia.

Joaquín Díaz Pardo
Presidente e AIACE España

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution
ADRIAENSENS Isabella	16/11/1930	01/12/1990	07/04/2023	COM
AZZARELLO Giuseppa	22/07/1932	01/11/2019	27/03/2023	COM
BACON Doris	20/05/1941	01/12/2004	11/04/2023	CM
BRISAER Renee	13/06/1929	01/09/1977	31/03/2023	COM
CARUSO Ettore	21/08/1943	01/04/2004	02/04/2023	COM
COLBACH Alain	14/02/1959	01/02/2020	12/04/2023	CES
COLLET-INANGER Gertraud	23/04/1939	01/04/1995	04/04/2023	COM
DALDRUP Maria	02/04/1926	01/12/2014	13/04/2023	COM
DE GREEF Willy	05/08/1942	01/09/2002	12/04/2023	CM
DE HOOGHE Monique	26/11/1944	01/12/2004	31/03/2023	COM
DE PINS DE CAUCALIERES Patricia	10/11/1939	01/07/2001	27/03/2023	COM
DEBOIS-ELLI Sandra	25/05/1940	01/06/2005	07/03/2023	COM
DEELSTRA Auktje	07/01/1926	01/05/1987	23/04/2023	COM
DEMOT-THIRION Marie	23/08/1931	01/09/1991	30/03/2023	COM
DIETZLER Hilde	23/06/1942	01/08/2003	07/03/2023	PE
FONSNY-JONGEN Suzanne	19/02/1923	01/02/2007	11/04/2023	COM
FORSTER Horst	13/11/1944	01/12/2009	22/04/2023	COM
GARIAZZO Giovanni	03/01/1926	01/02/1991	06/04/2023	PE
GIROUD Louis	05/10/1950	01/08/2012	20/04/2023	PE
GRITZMANN-MARTIGNONI Giovanna	24/04/1941	01/07/1996	01/04/2023	COM
GRITZMANN-MARTIGNONI Giovanna	24/04/1941	01/07/2001	01/04/2023	COM
HEINE Gerard	15/04/1949	01/05/2016	21/04/2023	COM
HERMAN Ginette	19/07/1944	01/10/2004	17/04/2023	CJ
HIERSE Barbara	28/09/1938	01/10/1998	03/04/2023	COM
HOFFMANN Alfred	04/06/1938	01/09/1998	15/04/2023	COM
JONIAUX Judith	28/05/1958	01/01/2022	30/03/2023	PE
JONIAUX Judith	28/05/1958	01/03/2019	30/03/2023	PE
KENDALL Anne	22/02/1935	01/07/2018	04/04/2023	COM
KOEHLER-OLK Helga	18/06/1938	01/01/2001	05/04/2023	COM
LANCETTI Marco	23/05/1943	01/03/2005	30/03/2023	COM
LECLERCQ-DELAHAUT Francine	17/03/1923	01/09/2008	07/04/2023	COM
LILLIEHÖÖK Carl	12/01/1945	01/10/2008	29/03/2023	CM
LUNSTROOT Justus	02/04/1953	01/07/2014	19/04/2023	COM
LUTZ Francis	16/08/1940	01/09/2000	10/04/2023	CM
MAGGIORE Mariano	19/05/1930	01/06/1995	11/04/2023	COM
MARCHETTI Cesare	12/05/1927	01/05/1983	16/04/2023	COM
MEYER Fernand	05/05/1946	01/11/2007	31/03/2023	PE
MINIC Madeleine	08/11/1922	01/01/1983	30/03/2023	COM
MORTENSEN Jorgen	14/02/1933	01/03/1998	07/04/2023	COM
NOBREGA Joao	02/01/1969	01/10/2019	20/04/2023	COM
NOERENBERG Heinz	16/11/1926	01/12/1989	19/04/2023	COM
O'CUNEEN Kieran	30/01/1936	01/02/2001	15/04/2023	COM
OUMOHAND Djouhar	13/03/1967	01/11/2019	02/04/2023	PE
PACHERA Alberto	01/11/1935	01/12/2000	09/04/2023	COM
PELLETIER Yvette	25/07/1929	01/04/2014	13/04/2023	COM
PEREZ JIMENEZ Maria Inmaculada	25/02/1954	01/01/2010	05/03/2023	COM
PISANESCHI Aduo	24/06/1936	01/07/2001	08/04/2023	COM
QUINART Gisele	01/02/1934	01/04/2017	17/04/2023	COM
SCHARINGER-SCHRÖDER Hildegard	26/11/1927	01/02/2018	18/04/2023	COM
SENN-TIQUET Catherine	15/08/1939	01/03/1987	07/04/2023	COM
SIFFERLEN Colette	05/05/1935	01/03/1996	11/04/2023	CM
SORGE-RASCHI Maria Letizia	07/06/1930	01/04/2007	07/04/2023	COM
TANI-CASADEI Maria	05/05/1926	01/07/1999	09/04/2023	COM
TONINI Franco	08/10/1953	01/11/2018	14/04/2023	COM
TOUPY Arthur	19/04/1929	01/05/2007	16/03/2023	COM
TRUYOLS ZAFORTEZA Fernando	26/02/1942	01/01/2005	20/03/2023	COM
TUOMARI Anja Kirsti	28/09/1942	01/03/2020	06/04/2023	REC
UHLIR Radek	29/04/1956	01/05/2019	08/04/2023	CES
VANDAMME-DEWANDRE Amelie	26/12/1925	01/05/1996	09/04/2023	COM
VANDEWOESTIJNE Agnes	04/03/1939	01/01/1992	25/02/2023	PE
VREBOS-HEDAYAT Nimtadj	02/11/1932	01/07/1999	12/04/2023	COM
WALKER Brian John	28/04/1944	01/06/2004	15/04/2023	ETF
WHEELER Sandra	07/09/1941	01/11/2009	13/04/2023	COM
WHITEHEAD Edward	02/08/1937	01/08/2002	01/04/2023	COM
WIJFFELS Jacqueline	23/02/1941	01/01/2002	01/04/2023	CM



AIACE

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FORMER STAFF OF THE EUROPEAN UNION**

DEMANDE D'ADHÉSION / MEMBERSHIP APPLICATION

(à ne compléter que si vous n'êtes pas encore membre/to be filled in only if you are not yet a member)

Nom et Prénom (+ Nom de jeune fille pour les femmes mariées):

Name and Forename (+ maiden name where applicable):

.....

N° de pension/Pension Nr: Nationalité/Nationality :

Date de naissance/Date of birth : Sexe/Sex : M ☐ F ☐

Domicile (adresse complète/Full home address):

Rue/Street

N°/Nr Bte/Box.....

Code postal/Postcode: Localité/Town:

Pays/Country:

Téléphone/Telephone: GSM/Mobile:

Courriel/Email:

Demande à adhérer à l'AIACE par l'intermédiaire de la **Section (*)** / I hereby apply for membership of AIACE through the national Branch :

J'autorise / Je n'autorise pas l'AIACE à utiliser mon adresse de courriel pour l'envoi d'informations

I hereby give permission / I do not give permission to AIACE to use this email address to send me information

Dernière Institution dans laquelle vous avez travaillé/Institution where this post was held:

.....

Période de service/Period of service: Du/From au/to

Est-ce que vous avez une expérience/expertise particulière que vous souhaitez mettre à la disposition de l'AIACE si le besoin se présente? / Do you have any particular experience or skill that you would like to offer to AIACE if the need arises?

.....

Fait à/Place Date

SIGNATURE:

A RENVoyer A / PLEASE SEND TO:

- Par mail/By email : AIACE-GENERAL@ec.europa.eu (à l'attention de Fabrizio Gariazzo)
- **Ou** par courrier postal/**Or** by post :
AIACE INTERNATIONALE (Secretariat)
Commission européenne VM18 03/013
1049 Bruxelles-BELGIQUE

En signant le présent formulaire, vous marquez votre accord avec les termes de la Charte Vie privée de l'AIACE qui est disponible sur le site de l'AIACE Internationale (www.aiace-europa.eu) ou auprès du Secrétariat de l'AIACE Internationale.

By signing this form you agree with the terms of AIACE's Private Policy Charter which is available on the website of AIACE international (www.aiace-europa.eu) or can be obtained from the Secretariat of AIACE International.

(*)15 Sections : Belgique/België – Danmark – Deutschland – Éire/Ireland – España – France – Ελλάς/Grèce – Italia – Luxembourg – Nederland – Österreich – Portugal – Suomi/Finland – Sverige – United Kingdom

Adresse administrative : Commission européenne, VM18 03/013, 1049 Bruxelles, Belgique

Téléphone : ligne directe (+32-2)295.29.60 standard (+32-2) 299.11.11

Adresse électronique : aiace-int@ec.europa.eu Site Web: www.aiace-europa.eu

N° d'entreprise : 0408999411

Nous prenons très au sérieux la protection des données personnelles et nous nous engageons à respecter le règlement général sur la protection des données (RGPD).

Vos données personnelles sont exclusivement utilisées pour assurer notre responsabilité d'information ouverte et transparente envers vous, en tant que membre, sur les actions menées par l'association et décidées par le Conseil d'Administration et, éventuellement, pour assurer notre devoir d'assistance.

Les informations que vous nous confiez font uniquement l'objet d'un traitement interne, elles ne sont transmises à des tiers (PMO, DG HR, ...) qu'à votre demande. L'Association s'engage à protéger ces données contre toute diffusion et à ne pas les communiquer, sauf obligations prévues par la loi ou démarches effectuées à votre demande dans les limites de l'objet social de l'Association.

Bien entendu, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de ces données. Vous pouvez vous opposer au traitement des données vous concernant et vous disposez du droit de retirer votre consentement à tout moment en nous envoyant un courriel ou une demande écrite par la poste

We take the protection of personal data very seriously and are committed to the General Data Protection Regulation (GDPR).

Your personal data are used exclusively to fulfil our responsibility to inform you, as a member, openly and transparently about the actions carried out by the association and decided by the Management Board and, if necessary, to fulfil our duty to assist.

The information you provide us with will only be processed internally and will only be passed on to third parties (PMO, DG HR, etc.) at your request. The Association undertakes to protect these data against any dissemination and not to communicate them, except as required by law or at your request within the limits of the Association's aims.

Of course, you have the right to access, rectify and delete these data. You may object to the processing of your data and you have the right to withdraw your consent at any time by sending us an e-mail or a written request by post

SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE VOX EN VERSION PAPIER?

Le magazine VOX est dorénavant envoyé par la poste uniquement aux membres de l'AIACE.

Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: <https://aiace-europa.eu>, sous la rubrique 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le VOX en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse suivante: AIACE internationale, Bureau VM18 03/013, Commission européenne, 1049 Bruxelles, en précisant votre nom, prénom et numéro de pension

WOULD YOU LIKE TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF VOX ?

VOX magazine is now sent by post to AIACE members only.

It is also available online on the AIACE International website: <https://aiace-europa.eu>, under 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

If you no longer wish to receive the paper version, you can unsubscribe at any time by

- either sending an email to HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu stating your name, surname and pension number
- or sending a letter to the following address : AIACE International, Office VM18 03/013, European Commission, 1049 Brussels

Vous pourrez joindre le Secrétariat par téléphone : Le lundi et vendredi de 11h00 à 15h00 au +32 (0)2 295.29.60, le mardi et jeudi de 11h00 à 15h00 au +32 (0)2 299.05.58

Les adresses emails ne changent pas : aiace-int@ec.europa.eu et aiace-general@ec.europa.eu (pour toute nouvelle adhésion)

*AIACE international's secretariat is available by phone Monday and Friday from 11.00 to 15.00 on +32 (0)2 295.29.60– Tuesday and Thursday from 11.00 to 15.00 on +32 (0)2 299.05.58
the email addresses do not change:
aiace-int@ec.europa.eu–aiace-general@ec.europa.eu (for all new members)*



Secrétariat de l'AIACE internationale
Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo